

Lien Social, conflit et violence en Haïti

Peace Research Institute Oslo (PRIO)
PO Box 9229 Grønland, NO-0134 Oslo, Norway
Visiting Address: Hausmanns gate 7



Centre for the Study of Civil War (CSCW)
Peace Research Institute Oslo (PRIO)
PO Box 9229 Grønland, NO-0134 Oslo, Norway
Visiting Address: Hausmanns gate 7

Design: Studio 7 www.studio7.no
ISBN 978-82-7288-473-3 (print)
ISBN 978-82-7288-474-0 (online)

Remains of the port facilities at
Wharf Reynolds, near Miragoâne,
Nippes, southern Haïti. Photo
taken by Mackenson Thelisma



Peace Research Institute Oslo (PRIO)

Hausmanns gate 7

PO Box 9229 Oslo

NO-0134 Oslo, Norway

Tel. +47 22 54 77 00

www.prio.no

PRIO encourage ses chercheurs et ses chercheurs associés à publier leurs travaux dans des revues scientifiques à comité de lecture et des ouvrages collectifs, ainsi que sous la forme d'études, d'articles et de rapports d'expertise publiés par PRIO. Lors de l'édition de ces derniers, un contrôle élémentaire de qualité est engagé au cours duquel PRIO n'entend exprimer aucune position à l'égard des thèmes politiques abordés. Nous encourageons nos chercheurs à prendre une part active aux débats publics tout en bénéficiant d'une liberté d'opinion totale. De fait, responsabilité et crédit sont attribuables aux seuls auteurs s'agissant des hypothèses, des théories, des résultats et des opinions exprimés dans nos publications.

Remerciements

Le présent rapport est le résultat du projet, *Conflict Prevention and Conflict Management in Haiti: Insight from Marginalized Communities*, financés par le ministère norvégien des Affaires étrangères.

© Peace Research Institute Oslo (PRIO), 2012

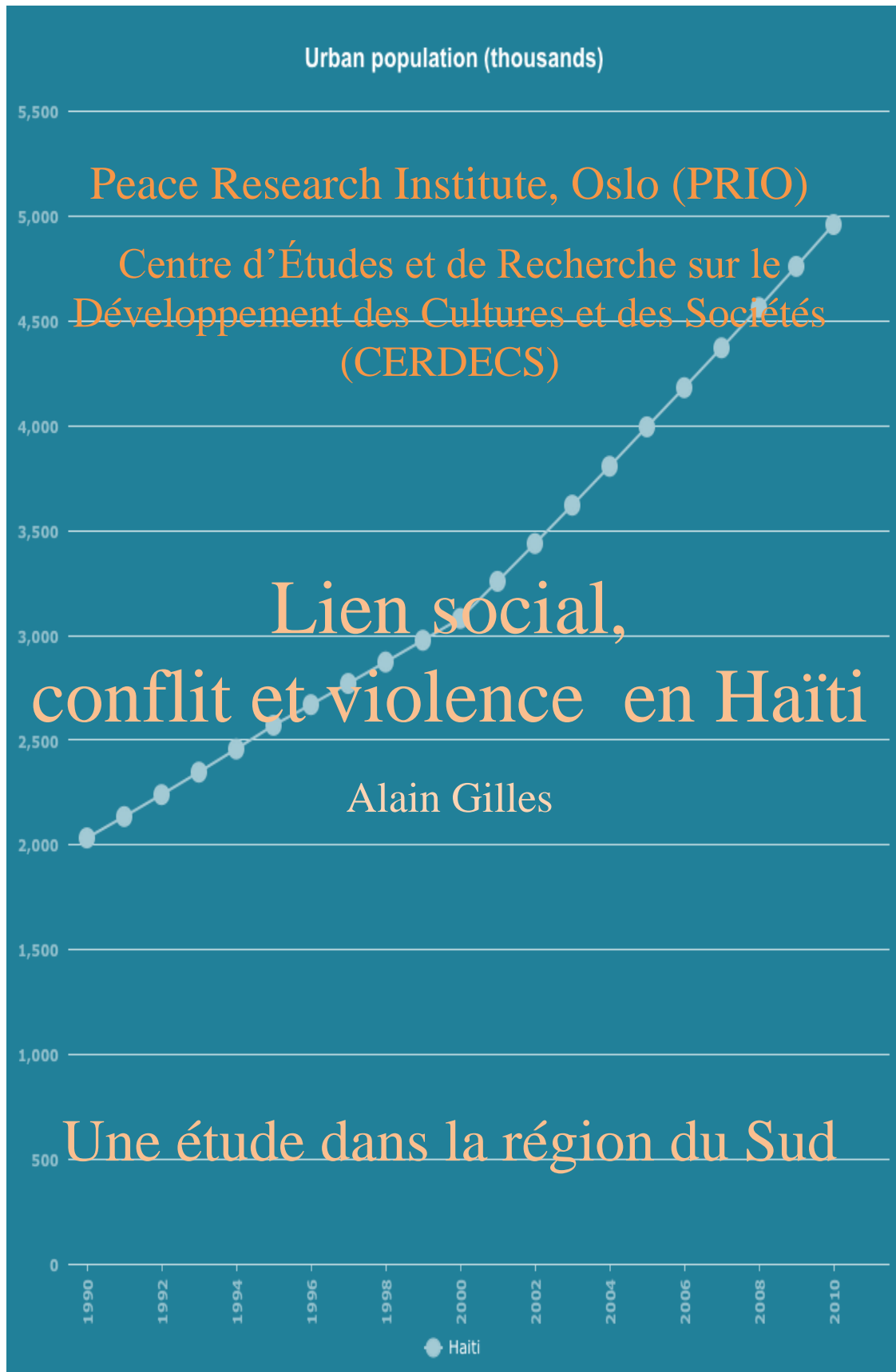
All rights reserved. No part of this publication may be reproduced. Stored in a retrieval system or utilized in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording, or otherwise, without permission in writing from the copyright holder(s).

ISBN 978-82-7288-473-3 (print); 978-82-7288-474-0 (online)

This *PRIO Paper* is also available in English: 'The Social Bond, Conflict and Violence in Haiti' (ISBN: 978-82-7288-456-6).

Cover design: www.studiosju.no

Cover Photo: Mackenson Thelisma



Extrait du discours prononcé par la Première Ministre, Mme Michèle Pierre-Louis, à l'occasion du Congrès international de la Diaspora haïtienne tenu à Miami le 9 août 2009.

Ki sa nou vle di lè n ap pale de inite?

Inite vle di sòti nan sispisyon, nan lè w gade yon Ayisyen parèy ou, anvan menm ou pale avè l, ou gen tan mete l nan yon kategori: sa se yon boujwa, sa se yon piti so yèt, sa se yon peyizan gwo zotèy, sa se yon arivis, sa se yon dyaspora, sa se yon bakoulou, sa se yon gran jipon, sa se yon chanpwèl, sa se yon lougarou ki vole gran jou, sa se yon lavalas, sa se yon makout.

Se konsa nou ye menm. Voye pawòl monte san jistifikasyon, san konesans, san egzès jigman nou, paske nan fon kè nou, nou pa kwè nan inite tout bon vre. Se yon mo nou repete san konviksyon paske nou toujou rete nan sa mwen rele "la culture de l'échec et du dénigrement".

.....

M sonje apre Divalye ale, nan efèvesans kite gen nan peyi an, yo te envite m nan yon reyinyon nan Latibonit kote yon bann ak yon pakèt peyizan te reyini pou yo brase lide sou sitiwayon yo. Epi, gen yon gwoup ki rive ak yon pannkat ki te ekri: "nou menm peyizan Janvyè, 5èm seksyon Ti Rivyè, nou nan peyi an tou". Nou nan peyi an tou.

.....

N ap viv nan yon peyi klwazonen, fraktire, kote nou pa pran tan pou nou rankontre tout bon vre. Sa vle di, moun ki gen lajan yo rete ansanm, sa ki pòv yo rete ansanm, peyizan rete ak peyizan, ouvriye ak ouvriye, sektè prive ak sektè prive, dyaspora ak dyaspora, etidyan ak etidyan, elatriye. Peyi an pa brase ase, li pa melanje ase, pa gen ase deba serye ant dives sektè pou yo echanje, pou yo diskite, pou yo rive fè konpwomi.

Traduction

Que voulons-nous dire quand nous parlons d'Unité?

Unité veut dire mettre fin à la suspicion, mettre fin à la pratique consistant à placer son compatriote haïtien dans une catégorie avant même de lui parler : celui-ci, c'est un bourgeois ; celui-là, c'est un enfant de la plèbe ; l'autre, un paysan aux pieds épais ; lui, c'est un arriviste ; lui, c'est un dépaycé ; lui, c'est un bluffer ; elle, c'est une prête-à-tout ; lui, c'est un diable sans poil ; lui, c'est un diable de grand chemin ; lui, c'est un « lavalas » (partisan d'Aristide) ; lui, c'est un « makout » (partisan de Duvalier).

C'est ainsi que nous sommes. Parler haut et fort sans justification, sans aucune connaissance de ce que nous parlons, sans exercer notre jugement, parce qu'au fond de notre cœur nous ne croyons effectivement pas à l'unité. C'est un mot que nous répétons sans conviction. Nous sommes en effet installés dans ce j'appelle « la culture de l'échec et du dénigrement ».

.....

Je me rappelle qu'après le départ de Jean-Claude Duvalier, dans l'effervescence qui caractérisait le pays à cette époque, j'étais invitée à une réunion dans l'Artibonite où un très grand nombre de paysans s'étaient réunis pour discuter de leurs conditions de vie. Un dernier groupe s'amenait avec une pancarte qui disait ceci : « Nous, paysans de Janvier, 5^e sections rurale de la Petite-Rivière-de-l'Artibonite, nous faisons aussi partie du pays ». Nous faisons aussi partie du pays.

.....

Nous vivons dans un pays cloisonné, fracturé, où l'on ne se donne pas le temps pour se rencontrer vraiment. Les conséquences sont multiples : les riches se rencontrent entre eux, les pauvres se rencontrent entre eux de leur côté, les paysans se rencontrent entre eux, les ouvriers se rencontrent entre eux, les gens du secteur privé se rencontrent entre eux, les gens de la diaspora se rencontrent entre eux, les étudiants se rencontrent entre eux, etc. Le pays ne se mélange pas assez, il n'y a pas assez de débat entre les différents secteurs pour des échanges, pour des discussions de façon à aboutir à des compromis.

Sommaire

Sommaire	ii
Liste des tableaux	iv
Liste des figures	v
Résumé du rapport	vi
Introduction:	
La production quotidienne de la violence	1
En temps de non-violence explosive	2
D'une violence alimentée par une population rurale à une violence portée par des masses urbaines.....	3
La structure sociale de la violence.....	4
Plan de l'étude.....	5
Chapitre I	
Les concepts de la recherche	6
Lien social et confiance	
1. Le concept de lien social.....	6
Les dispositifs institutionnels du lien social.....	7
Lien social, conflit et violence.....	8
2. Confiance, conflit et violence.....	9
3. Migrations rurales et dissolution sociale.....	11
4. Caractéristiques des migrations rurales et formation des bidonvilles.....	13
5. Hypothèses de la recherche.....	18
Chapitre II	
Méthodologie de l'étude	20
1. La collecte des données.....	23
2. Les caractéristiques de la population étudiée.....	25

Chapitre III

Les variables de lien social	30
• Les indicateurs de liens sociaux affectifs.....	31
• Les indicateurs de liens sociaux historiques.....	32
1. Les liens sociaux dans les départements.....	32
2. Les liens sociaux dans les quartiers.....	35
3. Lien social et genre.....	37
4. Lien social et groupe d'âge.....	41

Chapitre IV

Confiance dans les rapports sociaux et dans les institutions	43
1. La confiance dans les rapports sociaux.....	44
2. La confiance dans les institutions État, ONG, MINISTAH, Église.....	47
3. La confiance dans les Départements.....	51
4. La confiance suivant les types de quartier.....	51
5. Confiance, genre et groupe d'âge.....	52

Chapitre V

La représentation de la violence Des conflits, aux troubles, à la violence	55
1. Une violence personnelle, culturelle et structurelle.....	59
2. La région des Nippes : incidence des activités portuaires.....	60
Conclusion	64
Références citées	67

Liste des tableaux

No	Titre du tableau	Page
1.1	Niveau de scolarité suivant le type de milieu	15
2.1	Le Sud : Population et territoire (2009)	21
2.2	Le Sud et des variables de risque	22
2.3	Villes principales, quartiers périphériques et villages de l'étude	23
2.4	Les sites de l'enquête	23
2.5	Taille des échantillons étudiés dans les villes et dans les villages	24
2.6	Caractéristiques de l'ensemble de la population étudiée	27
2.7	Caractéristiques des échantillons dans les Départements	28
2.8	Caractéristiques des échantillons dans les quartiers	29
3.1	Indicateurs de lien social dans la population étudiée	30
3.2	Pourcentage de répondants non originaires du quartier de résidence au moment de l'enquête par Départements	33
3.3	Les variables de liens sociaux dans les Départements	34
3.4	Les variables de liens sociaux dans les quartiers	36
3.5	Indicateurs de lien social et genre	38
3.6	Vie associative et genre selon les départements	39
3.7	Vie associative et genre selon les quartiers	40
3.8	Corrélation partielle entre genre et variables de lien social	40
3.9	Indicateurs de lien social et groupes d'âge	41
4.1	Confiance dans les rapports sociaux et dans les institutions	43
4.2	Confiance dans les rapports sociaux et dans les institutions selon les départements	45
4.3	Confiance dans les rapports sociaux et dans les institutions selon les quartiers	46
4.4	Genre et confiance dans les institutions	53
4.5	Groupe d'âge et confiance dans les institutions	54
5.1	Pourcentage de répondants ayant reconnu l'existence de troubles dans leur quartier par département	55
5.2	Pourcentage de répondants ayant reconnu l'existence de troubles dans leur quartier dans les villes et les villages	56
5.3	Transformation des troubles en violence selon les départements	56
5.4	Transformation des troubles en violence selon les villes et les villages	57
5.5	Existence de troubles suivant le milieu	57
5.6	Transformation des troubles en violence selon le milieu	58
5.7	Pourcentage de répondants ayant déclaré qu'ils sont originaires de leur quartier de résidence	60
5.8	Transformation des troubles en violence selon les quartiers par Département	62
5.9	Enjeux des troubles sociaux selon les Départements	63

Liste des figures

No	Titre	Page
1.1	Évolution de la population urbaine et rurale : 1950 - 2009	12
1.2	Index du nombre d'habitants dans les bidonvilles	13
1.3	Un camp pour accueillir les victimes du séisme du 12 janvier 2010	16
1.4	Domaine d'un hôtel de luxe transformé en bidonville	17
1.5	Modèle montrant la formation des quartiers périphériques et les risques de violence	19
2.1	Carte d'Haïti. Les sites de l'enquête	20
2.2	Distribution de la population dans les différentes régions du pays	21
4.1	Panneau publicitaire et coupure de presse relatifs à la MINUSTAH	50
5.1	Port de Miragoâne	61

Résumé du rapport

Cette étude, représentant la deuxième partie d'un projet de recherche sur la violence en Haïti, s'intéresse particulièrement aux caractéristiques des rapports sociaux qui conditionnent la production de la violence sous la forme explosive par laquelle se distingue notamment la violence politique. Autrement dit, que se passe-t-il entre ces scènes d'explosion collective accompagnée d'incendies, de vol, de pillage, de destruction de biens, de supplice du collier? Comment la violence politique existe-t-elle déjà dans les rapports sociaux quotidiens au sein des diverses communautés?

On s'intéresse généralement à la violence politique, caractérisée notamment par la discontinuité, sa nature quasi-événementielle. Pour comprendre sa récurrence, il peut être important d'interroger la continuité de la vie sociale qui prépare la prochaine irruption, le prochain coup d'État, la prochaine contestation violente des élections, la prochaine émeute de la faim... Deux ordres de questions peuvent être envisagés. Quelle est la nature des rapports entre les élites politiques et les masses qui rendent ces dernières toujours disponibles pour d'éventuelle participation à des manifestations violentes? Comment ces rapports sont-ils entretenus dans la vie quotidienne? Un autre ordre de questions concerne les processus sociaux internes à la vie sociale des masses elles-mêmes, qui les rendent disponibles pour participer à des manifestations violentes. Le présent rapport s'intéresse à ce dernier type de questions.

Notre point de départ est le constat que le pays est soumis à une urbanisation intense conduisant à la formation de bidonvilles, qui sont une condensation de processus sociaux rendant ses populations susceptibles de participer à des manifestations violentes. Notre hypothèse est que l'affaiblissement des liens sociaux traditionnels résultant des migrations rurales et la faible confiance dans les rapports sociaux qui accompagnent ce processus de destruction des liens sociaux, sont deux caractéristiques principales des communautés des bidonvilles. Ces communautés des bidonvilles sont donc privées des mécanismes de résolution des conflits qui tendent à se produire dans des conditions de précarité. Ceci donne lieu à un apprentissage de la violence comme moyen de survie.

Les résultats montrent que la faiblesse des liens sociaux et l'absence de confiance dans les rapports sociaux et dans les institutions sont des traits que partagent toutes les communautés, que celles-ci soient considérées comme des centres de résidence urbaine ou des villages ruraux. Les quartiers périphériques ou les bidonvilles ne se distinguent que peu. Cependant, des différences plutôt faibles quant aux liens sociaux peuvent avoir des conséquences relativement importantes quant à la probabilité que les troubles sociaux se transforment en violence.

La confiance dans les rapports sociaux, dans les personnes qui forment son environnement social, peut être plus importante que la confiance dans les institutions par rapport aux risques que les conflits interpersonnels se transforment en violence. Les bidonvilles, où, d'après les répondants, la confiance placée dans les institutions est plus

forte que celle placée dans les gens de son environnement social, font face à un plus grand risque de violence que les quartiers où la confiance dans l'environnement social est plus forte que celle placée dans les institutions.

Enfin, les activités de commerce d'importation de produits usagés ou à bas prix entraînent d'importants mouvements de population qui constituent un terrain propice au développement de conflits dans un contexte social marqué par des liens sociaux faibles mais aussi par une faible confiance mutuelle parmi les gens. Le risque que les conflits évoluent vers des formes de comportement violent en est aussi élevé.

En termes de recommandations, il conviendrait de penser à des initiatives pouvant renforcer le tissu social et élever le niveau de confiance que les gens placent dans leur environnement social. Nous avons vu que l'enseignement privé et le commerce en majeure partie de biens importés sont les activités les plus mentionnées par les moins de 30.0% qui, dans notre étude, disent avoir un emploi. Il s'agit d'activités de services supposant que le pays dépend de transferts de revenus. Des activités de production requièrent plus de coopération dans la planification et la gestion. Il conviendrait donc d'encourager de telles activités à travers des initiatives nécessitant des mises en commun de fonds.

Le leadership politique devrait se renouveler dans ses rapports aux masses des bidonvilles en particulier. Ceci requiert un encadrement des groupes politiques. De telles initiatives ont existé dans le passé, or nous ne savons pas si cette dimension a été prise en compte. Pour plus d'objectivité et de légitimité, de telles initiatives devraient être fondées sur des résultats de recherche. De plus, il serait primordial que ces résultats émanant de la recherche soient produits sous des formes accessibles aux groupes et aux individus impliqués dans la politique haïtienne.

La MINUSTAH constitue, elle, un dilemme. La Police nationale, selon différentes estimations, ne peut encore faire face aux multiples problèmes de sécurité interne et externe. Dans ce contexte, la MINUSTAH semble donc s'imposer. Elle n'a cependant pas la confiance de la population pour de multiples raisons, comme cette étude le montre.

Introduction

La production quotidienne de la violence

Cette étude constitue la deuxième partie d'un projet de recherche initié au Peace Research Institute Oslo (PRIO) sous la direction du Dr Wenche Hauge avec la collaboration du Dr Rachelle Doucet dans le contexte des missions de stabilité des Nations Unies avec pour objectif d'accompagner Haïti à faire face aux violences qui y sévissent. La première partie a été réalisée au cours des années 2007 - 2008 dans la région de l'Artibonite et s'est tout particulièrement intéressée à la question de la violence politique dont l'impact sur la société dans sa globalité lui confère une saillance expliquant l'intérêt qu'elle suscite tant auprès des leaders ou des groupes politiques, que de la communauté internationale, ou que des analystes de la scène politique haïtienne.

L'idée fondamentale orientant la deuxième partie de l'étude est que la violence politique consiste essentiellement dans l'instrumentalisation d'une violence sociale qui se produit à travers de multiples rapports sociaux, repérables tant au niveau micro des rapports interpersonnels qu'à celui relativement plus complexe des rapports de voisinage ou de quartiers. Les bidonvilles, ou plus généralement les quartiers périphériques, constituent le lieu privilégié où les rapports sociaux présentent des caractéristiques qui les rendent aptes à une instrumentalisation pour la violence. Il est important de comprendre les différents facteurs de risques par rapport au développement de comportements violents. Nous pensons qu'il faut rendre compte des différentes formes de liens sociaux au sein de la société haïtienne et en particulier dans les quartiers périphériques, et de leur relation à la violence pour permettre une analyse plus complète du phénomène de violence en Haïti.

Les études sur la violence en Haïti tendent généralement à en privilégier la dimension politique. Le titre du livre de Robert D. Heintz (1996), *Written in Blood*, ou de celui, plus récent, de Bernard Diedrich (2005, 2011), *Le prix du sang* ou encore de celui d'Alain Turnier (sd), *Quand la nation demande des comptes*, renvoient justement aux violences qui ont accompagné l'histoire de la vie politique du pays. La première partie de notre étude sur la violence (Gilles : 2008), dont les résultats sont présentés dans *État, conflit et violence en Haïti*, a aussi privilégié l'aspect politique de la violence en Haïti. Cette place accordée à la violence politique ou à ses dérivés (violence infra-politique), découle en partie de la centralité du politique dans la société haïtienne. A travers l'histoire du pays, la faiblesse de la production économique a fait du contrôle du pouvoir politique la voie donnant accès au partage des rentes provenant de l'exportation des denrées agricoles, et, depuis les années 1980, de l'aide internationale et de la contrebande (voir par exemple Mintz, 1995; Lundahl, 1989; Gilles, 2012). Les violences post-duvaliéristes, notamment celles qui ont suivi le démantèlement en 1994 de l'institution militaire mise en place par l'occupation américaine de 1915, dans le contexte international de l'après Guerre Froide, de la privatisation et de la globalisation de la violence, ont justifié les missions de stabilité et de paix des Nations Unies et ont évidemment apporté une dimension internationale à la situation haïtienne, comparée généralement aux guerres civiles des pays d'Asie, d'Afrique ou d'Europe centrale. La

nature récurrente de la violence politique en Haïti aura suffi pour en faire une préoccupation majeure dans les relations internationales du pays et dans les analyses récentes s'adressant au problème haïtien. Dans la préface du rapport sur le développement dans le monde de 2011 (The World Bank, 2011), on lit en effet :

En 1944, des délégués de 45 pays se sont réunis à Bretton Woods pour considérer les causes économiques de la guerre mondiale qui continuait encore à faire rage et pour voir comment garantir la paix. Ils se sont mis d'accord pour créer la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), l'institution originelle de ce qui deviendra le Groupe de la Banque Mondiale... Plus de 60 années plus tard, la « R » dans BIRD prend un nouveau sens : Reconstruire Afghanistan, Bosnie, Haïti, Liberia, Rwanda, Sierra Leone, Soudan du Sud, et autres pays où sévissent des conflits, où les États sont défailants.¹

En temps de non-violence explosive

Or, que se passe-t-il entre les différentes éruptions de violence collective? Qu'est-ce qui fait que tel leader politique ou telle personne occupant une position clé dans la hiérarchie de la structure sociale haïtienne ou dans les trafics illicites, peut, le moment venu, mobiliser des dizaines, centaines ou des milliers d'individus qui incendient, pillent et cassent? Comment se tissent, s'entretiennent, et se reproduisent ces liens entre les masses des bidonvilles ou leurs leaders et les acteurs qui les instrumentalisent? Voilà une question qui, parce qu'elle n'est pas étudiée, fait oublier qu'une armée ne se forme pas le jour-même qu'elle se mobilise pour faire la guerre. Ici, je crois que nous touchons à un aspect spécifique du mode d'intégration de la société haïtienne. La violence serait-elle l'un des des mécanismes par lesquels les élites et les masses se tiennent ensemble, la principale voie par laquelle ces dernières fassent leur entrée en politique? On sait toutefois que dans le langage codé de la société politique haïtienne, « capacité de mobilisation », en parlant d'un leader ou d'un parti politique, veut souvent dire capacité de pousser les masses dehors, dans la rue, pour intimider par la violence ses adversaires. Sous ce rapport, nous touchons là à une constante de la vie politique haïtienne. La plupart des hommes d'État du pays étaient des notables, chefs de révolution (chef Caco), qui s'érigeaient à la tête de bandes de paysans armés de piques ou d'autres armes. Le dernier chef Caco fut le Dr Rosalvo Bobo. Juriste et médecin en Europe. Dans son pays, pour se valoriser pleinement, il dut se faire chef Caco, « portant redingote, chapeau de panama, revolver à la ceinture, machette couline autour du cou » (Voir Roger Gaillard, 1987 : 62). Dans la période post-1986, des gens de la classe politique, en s'adressant aux masses des bidonvilles gagnées à leur cause, se sont portés en défenseurs du supplice du collier dans des discours qui font encore frémir. En bref, comment se forment, se maintiennent et se reproduisent les réseaux de la violence?

Mais aussi que se passe-t-il dans les milieux des masses, dans les couches sociales qui participent à différents niveaux à ces explosions collectives que sont les manifestations politiques violentes? Ici, je crois qu'il faut saisir la société haïtienne dans une des dimensions qui lui donnent sa dynamique depuis les années 1980. Il s'agit des

¹ Toutes les traductions sont de l'auteur. A moins que le contraire soit indiqué.

mouvements de population des régions rurales vers les villes ou les villages urbains à vocation commerciale, du fait de leur situation géographique et d'un mouvement social, une sorte de mobilité sociale descendante, affectant les couches inférieures des classes moyennes, les conduisant dans des quartiers périphériques où les conditions de vie se détériorent de plus en plus. On assiste donc à un double mouvement : d'une part, un mouvement démographique, la migration des régions rurales vers les bidonvilles, et d'autre part un mouvement social, la « bidonvilisation » des quartiers de résidence urbaine. L'urbanisation en Haïti prend cette forme connue dans la plupart des villes des pays sous-développés. Ce n'est pas la population urbaine qui croît, mais la population des bidonvilles et des quartiers périphériques. De plus, contrairement à une représentation de la réalité sociale haïtienne, due notamment à la grande renommée de Cité Soleil, il n'y a pas que Port-au-Prince qui se bidonvillise. Toutes les villes du pays, petites et moyennes, ont leurs quartiers périphériques qui se développent dans un mouvement qui, en se combinant avec la carence d'infrastructures urbaines, ne permet pas toujours de délimiter les espaces définis en termes de conditions de vie. Il y a une sorte de continuité de la précarité de telle sorte que les rares espaces relativement touchés par un certain urbanisme disparaissent dans l'ensemble caractérisé par la carence des services urbains.

C'est en fait le problème de l'ordre social en Haïti, si souvent décrit en termes de chaos, de drame ou d'échec, qui est soulevé par ces deux questions. Comment, en effet, en dépit des frustrations dues à des inégalités plus que séculaires, des conditions inhumaines de vie, la société haïtienne arrive-t-elle à se maintenir, se reproduire. Certes, l'histoire politique du pays est parsemée de violence et de révoltes, tout, cependant, semble porter à croire que ces violences et ces révoltes sont intégrées dans cette histoire au point d'en être les mécanismes par lesquelles la société se structure et évolue. Nos questions font en quelque sorte écho à celles qui traversent toute l'œuvre de Pierre Bourdieu. Comment en effet, se demande-t-il, que :

L'ordre établi avec ses rapports de domination, ses droits et ses passe-droits, ses privilèges et ses injustices, se perpétue en définitive aussi facilement, mis à part quelques accidents historiques, et que les conditions d'existence les plus intolérables puissent si souvent apparaître comme acceptables et même naturelles. (Bourdieu, 1998 :7).

D'une violence alimentée par une population rurale à une violence portée par des masses urbaines

La violence politique contemporaine en Haïti présente des caractéristiques liées aux migrations rurales intenses qui ont contribué à la formation de bidonvilles un peu partout dans le pays. Les violences qui ont conduit à la chute de la dictature des Duvalier étaient essentiellement urbaines. Ainsi que celles qui ont accompagné ou suivi la chute du gouvernement d'Aristide en 2004 et qui vont justifier la dernière mission en date des Nations Unies, la MINUSTHA. Nous sommes en effet loin des soulèvements du dix-neuvième siècle, avant l'arrivée des Américains, qui s'appuyaient sur des troupes recrutées parmi la population paysanne. La société haïtienne s'est urbanisée ainsi que sa violence. Autrement dit, la violence politique porte les marques de la socié-

té dans laquelle elle se produit. La société haïtienne du dix-neuvième siècle était essentiellement rurale, tant du point de vue démographique : la majorité de la population vivait dans des agglomérations rurales dispersées sur le territoire, que du point de vue économique : la production était essentiellement agricole. La violence politique de l'époque était conduite par des notables des grandes villes, qui étaient de grands propriétaires terriens mobilisant des armées régionales dont les hommes étaient pour la plupart des paysans sans terre.

À la fin du vingtième siècle, la baisse de la production agricole résultant de la politique tournée vers les industries de sous-traitance, l'importation des biens alimentaires et la détérioration des conditions de vie de la population agricole qui s'en est suivie ont poussé la population rurale vers les centres urbains. En l'absence d'un secteur industriel à même de les absorber, les migrants s'installent dans des quartiers socialement et physiquement marginalisés, connus sous le nom de bidonvilles. Ces quartiers périphériques deviennent alors les lieux privilégiés pour les activités de contrebande, et le trafic des stupéfiants. Ils sont aussi le lieu de formation des leaders dits « naturels » qui se montrent capables de diriger les violences qui ont marqué dans la période post-duvaliériste la scène politique. On aura ainsi assisté au passage d'une violence alimentée par une population rurale pauvre, les gueux, les va-nu-pieds, les cacos, comme ils sont connus dans la période dite des baïonnettes, à une violence urbaine portée par des masses urbaines issues des migrations rurales et de la paupérisation des couches inférieures de la classe moyenne, de la classe artisanale.

La structure sociale de la violence

The common and persistent physical hardships of life in many early societies of course explain in part the high evidence of violence in early verbal art forms... But violence in oral art forms is also connected with the structure of orality itself. When all verbal communication must be by direct word of mouth, involved in the give-and-take dynamics of sound, interpersonal relations are kept high – both attractions and, even more, antagonisms.

Walter J. Ong (1982: 45)

La violence politique, exprimée par « la menace ou l'utilisation de la force physique ou du pouvoir » contre ses adversaires à des fins de conquête politique ou de maintien du statu quo, en dehors des situations de guerre civile, a un caractère périodique. Dans un pays donné, les révolutions de palais par des coups d'État, les élections gagnées par l'intimidation et l'usage de la force, n'ont pas un caractère continu. La violence politique répétée, récurrente, que l'on ne saurait attribuer au seul hasard, laisse néanmoins supposer qu'elle est inscrite dans la structure sociale alors qu'elle se reproduit dans les rapports sociaux quotidiens, mais pas nécessairement sous une forme violente. D'après Walter Ong (1982 :45), l'oralité peut être en elle-même productrice de violence. On ne saurait cependant soutenir que l'oralité est par elle-même violente. Autrement dit, la structure d'une société peut avoir les caractéristiques pouvant la conduire

à la violence, sans pour autant qu'elles soient révélatrices d'inégalités sociales ou de marginalisation, comme les violences structurelles de Johan Galtung (1969).

Dans la présente étude, nous cherchons à comprendre comment des processus sociaux, tels que les mouvements de population, peuvent affecter les liens sociaux, la confiance que les gens placent dans les rapports sociaux, dans les institutions, de manière à faire des quartiers périphériques des villes des lieux d'apprentissage et de production de la violence. Ici, l'accent est mis non seulement sur la violence collective, dont la violence politique constitue un type bien particulier, mais aussi sur les violences faisant partie intégrante du quotidien de la vie des habitants des bidonvilles et des milieux déclassés. Ces violences peuvent être repérées tant au niveau micro des rapports interpersonnels qu'à celui des rapports impliquant de plus grands groupes ou même des quartiers entiers. Notre position est que la violence politique, différente par ses objectifs, par les moyens mobilisés et par ses effets destructeurs, peut être alimentée par une violence de plus faible intensité, considérée comme fait divers. De fait, les violences quotidiennes, interpersonnelles ou inter-quartiers constituent des opportunités d'apprentissage, de formation de leadership et de recrutement pour les opérations de plus grande portée que sont les violences politiques.

Plan de l'étude

Le rapport comprend cinq chapitres. Dans le premier, nous présentons les concepts de lien social et de confiance, qui, opérationnalisés, nous fournissent les variables indépendantes de l'hypothèse de recherche.

Le deuxième chapitre présente la méthodologie de l'étude : les instruments et l'opération de collecte des données et les caractéristiques des échantillons étudiés.

Le troisième chapitre présente la variable de lien social, analysée en lien social affectif et en lien social historique. Le lien social est étudié dans différents contextes : les départements, les quartiers. Nous le mettons aussi en relation avec le genre et les groupes d'âge.

Dans le quatrième chapitre, la variable de confiance est étudiée. D'abord la confiance dans les rapports sociaux immédiats, ensuite la confiance dans les institutions, qui interviennent dans l'organisation de la vie collective.

Le cinquième et dernier chapitre présente l'importance des troubles sociaux dans les quartiers et la transformation probable de ces derniers en violence. Les variables de lien social et de confiance sont utilisés afin d'interpréter la configuration des données.

Chapitre I

Les concepts de la recherche Lien social et confiance

Après « ramenons l'Homme au centre » - *Binging Men Back In* (Dennis Wrong, 1961 ; George Homans, 1964) - et « ramenons l'État au centre » - *Bringing The State Back In* (Peter B. Evans et al. 1985) - nous serions maintenant à « ramenons la société au centre » - *Bringing Society Back In* (Annette Zimmer et Matthias Freise, 2006) -, à l'ère où nous devons tenir compte de ce qui fait société. Comme l'ont écrit Zimmer et Freise:

Il y a plusieurs raisons pour lesquelles les scientifiques sociaux aussi bien que les spécialistes des politiques publiques se tournent de plus en plus vers la société pour chercher les concepts de réforme, de nouvelles idées et pour prendre des initiatives progressistes. En cette période de globalisation et d'euphémisation, les États-nations traditionnels ont perdu leur pouvoir et leur capacité de gouverner. Les concepts de réforme des années 1970 centrés sur l'État, mettant l'emphase sur le management et sur l'ingénierie sociale sont par conséquent désuets. Cependant, le soi-disant consensus de Washington, mettant exclusivement en avant le pouvoir du marché ne s'est pas révélé plus fructueux. Dans un contexte marqué par des taux de chômage élevés, des inégalités sociales croissantes, et l'avenir incertain de l'État-providence causé par une combinaison de la défaillance du marché et de l'État, les approches centrées sur la société ont repris leur place dans les sciences sociales.

Dans notre cas, une approche centrée sur la société s'impose d'autant plus qu'en Haïti, les institutions comme l'État sont toujours caractérisées par leur incapacité à intervenir de manière à modifier de façon conséquente son mode de fonctionnement traditionnel.

Les concepts pertinents pour cette approche recherchant les déterminants de la vie sociale dans la société plutôt que dans l'État ou dans les individus sont connus sous les noms de société civile, de capital social, de lien social, et de confiance.

1. Le concept de lien social

Le concept de lien social nous fournit l'outil approprié pour entrer dans l'univers social haïtien, pour essayer de comprendre le quotidien des gens dans les différentes communautés, dans les villes, dans les villages.

« Le lien social, écrit Serge Paugam (2008 :6), quelles que soient les époques, a pour fonction d'unir les individus et les groupes sociaux et de leur garantir par des règles communément partagées, une coexistence pacifique ». Si les liens sociaux sont lâches et se dissolvent dans la dureté du quotidien, les rapports sociaux sont tendus et les conflits de-

viennent récurrents, au sein des familles, au sein des quartiers, entre les quartiers et tendent à se gérer par la violence.

Si le terme de lien social est récent, comme en atteste Henri Mendras (2001), l'on peut considérer que le concept est à l'origine même de toute réflexion sur le social. La thèse d'Émile Durkheim dans laquelle il développe sa notion de solidarité sociale est à juste titre considérée par Serge Paugam comme une « introduction au lien social ». Celui-ci renvoie en effet aux concepts de solidarité, d'intégration ou de socialisation, principes organisateurs de toute vie sociale. Pour Delphine Desmulier (2002) « l'expression lien social désigne ce qui permet aux hommes de tenir ensemble et de vivre en société... la réflexion sur le lien social a été l'apanage des penseurs du contrat social, tels Thomas Hobbes, John Locke et bien sûr Jean-Jacques Rousseau, chacun d'entre eux cherchant à sa manière à rendre raison du 'vivre ensemble' ».

Le concept de lien social recouvre plusieurs dimensions. On le retrouve déjà chez Georg Simmel au niveau de la dimension des relations interpersonnelles. Ce sont les formes de sociabilité assumées par la famille, par les groupes primaires d'une manière plus générale. La dimension politique recouvre la participation à la vie politique sous forme du vote, ou de l'affiliation à des groupements politiques. La dimension économique peut être mise en évidence par les liens créés par l'emploi.

Les dispositifs institutionnels du lien social

L'universalité du lien social n'empêche cependant pas qu'il soit un produit historique portant la marque de la culture et du cadre institutionnel du milieu où il se développe. L'État peut être considéré comme le dispositif institutionnel majeur pour la production du lien social dans les sociétés modernes. Pour renforcer le lien social, l'État intervient pour atténuer les inégalités sociales, pour pallier aux distorsions qui constituent des entraves à la libre concurrence, pour produire les biens nécessaires au bien-être collectif, mais dont les coûts sont relativement élevés. Ceci reste vrai même si la place de l'État en tant qu'agent producteur du social varie suivant les circonstances historiques. Le cas français demeure un cas typique dans le rôle majeur que peut jouer l'appareil étatique dans la construction d'une nation (voir par exemple, Pierre Rosanvallon, 1990 : 95 – 135).

Ici apparaît un élément fondamental dans la formation de la société haïtienne. Les analystes sont nombreux à souligner le rôle plutôt destructeur de l'État d'Haïti dans la mise en place des mécanismes qui pourraient contribuer à structurer la société haïtienne (M-R Trouillot, 1990). En Haïti, l'État a plutôt servi à enrichir une minorité urbaine au détriment de la majorité paysanne (M. Lundahl, 1989). Le transfert par l'État à l'Église catholique de l'éducation scolaire suffit à illustrer la démission de l'État dans sa fonction de renforcer la cohésion sociale. Et quand on sait que l'Église catholique elle-même n'aura

contribué qu'à renforcer les divisions sociales héritées du système colonial, il est alors possible de comprendre la fragilité de la société haïtienne (L. Hurbon : 2004 ; L. A. Joint : 2006).

Face à l'État, le marché a été privilégié comme institution qui sert de lieu de production de lien social dans les sociétés modernes. Cette vision remonte à Adam Smith pour qui toute société était basée sur les échanges entre des individus motivés par leurs propres intérêts. Et celle-ci ne peut atteindre ses limites qu'à travers la division du travail qui, elle-même, est conditionnée par l'extension du marché.

La pertinence de souligner l'importance de l'État et du marché dans la production des liens sociaux dans cette étude relève de leur faiblesse respective dans la société haïtienne. Le marché national est en fait un ensemble de micromarchés non intégrés fonctionnant suivant leur propre logique. L'offre et la demande sont confinées dans des espaces relativement fermés. De leur côté, les institutions traditionnelles comme la famille, les groupes religieux sur lesquels repose le ciment social dans cette société se trouvent affectées par la dislocation progressive des communautés soumises à des mouvements de population dus notamment aux dégradations des conditions de vie.

Lien social, conflit et violence

C'est à Émile Durkheim que nous devons d'avoir établi la relation entre le lien social et les formes de comportements considérés comme déviants par la société. Dans son dernier rapport sur le développement, la Banque Mondiale (The World Bank: 2011:) souligne que l'urbanisation intense affaiblit la cohésion sociale et augmente les risques de violence. En fait, comme la Banque l'a aussi remarqué, l'urbanisation à elle-seule, n'est pas responsable de la violence. La Banque (Op. Cit.) reconnaît en effet que:

Quand les institutions d'État ne protègent pas les citoyens, ne fournissent pas de garde-fous contre la corruption ou ne garantissent pas l'accès à la justice de façon adéquate ; quand le marché ne fournit pas d'opportunités d'emploi ; ou quand les communautés perdent leur cohésion sociale — la probabilité de conflit violent augmente.

Avec l'affaiblissement de la cohésion sociale, la situation haïtienne devient de plus en plus problématique par rapport aux questions relatives à la sécurité publique, au maintien d'un ordre social sans violence. Le rapport de la Banque Mondiale (World Bank, 2006 : 31) sur le pays souligne ce qui suit :

Pour la majorité de la population rurale, la peur n'est pas une préoccupation majeure. Cependant, les tendances démographiques et économiques [présentées ci-dessus] affaiblissent certains fondements de la traditionnelle cohésion sociale de la société haïtienne et placeront de lourdes responsabilités sur l'État pour maintenir l'ordre social dans l'avenir.

2. Confiance, conflit et violence

Chez Georg Simmel, la confiance a peut-être occupé une place aussi importante que le lien social, l'intégration ou la cohésion ont joué chez Émile Durkheim. Nous devons en effet à Simmel (2010: 352), qui fait de la confiance une caractéristique fondamentale de la modernité, la réflexion suivante:

[L]a vie repose sur mille conditions préalables que l'individu ne peut absolument pas étudier ni vérifier jusque dans leur fondement, mais qu'il doit accepter de confiance ... Nous fondons nos décisions les plus importantes sur un système complexe de représentations dont la plupart suppose la certitude de ne pas être trompés.

C'est en fait la confiance qui est la fondation de la vie sociale. « En règle générale, écrit Jan Philipp Reemtsma (2012), la confiance sociale existe, c'est la raison pour laquelle les sociétés sont possibles et pourquoi la vie continue, en définitive ». Jan Philipp Reemtsma, dans son livre *Confiance et violence* (2011 :31), cite Niklas Luhmann (2006 :1) qui souligne :

La confiance au sens le plus large du terme, c'est-à-dire le fait de se fier à ses propres attentes, constitue une donnée élémentaire de la vie en société. Certes, l'homme a, en de nombreuses situations, le choix d'accorder ou non sa confiance à divers égards. Mais, s'il ne faisait pas confiance de manière courante, il n'arriverait même pas à quitter son lit le matin. Une angoisse indéterminée, une répulsion paralysante l'assailliraient. Il ne serait même pas en mesure de formuler une méfiance définie et d'en faire le principe à la base de mesures défensives, car cela serait présupposer qu'il accorde sa confiance à d'autres égards. Tout serait possible. Nul ne peut supporter une telle confrontation immédiate avec la plus extrême complexité du monde.

En se référant à David Hume, l'auteur rappelle la différence entre la confiance interpersonnelle et la confiance sociale. Hume met en question qu'une continuité existe entre « la confiance personnelle » et « la confiance dans le fonctionnement d'une entité étatique ». Reemtsma (2011:32) croit cependant de son côté que:

Il n'« existe » pas de confiance dans les institutions ou, généralement de confiance « sociale » sans rapport personnel. Si l'on n'admettait pas de retentissements sur les attentes comportementales, il serait absurde de parler de confiance sociale.

Dans cette étude, nous tenons compte de ces deux dimensions du concept de confiance : confiance dans les rapports sociaux ou confiance interpersonnelle ou dans son environnement social immédiat et confiance dans les institutions. Logiquement, il nous paraît que la confiance interpersonnelle n'est pas nécessairement liée à la confiance dans les institutions. La formation historique de celles-ci peut entraîner dans la société en général un sentiment d'aliénation ou de rejet par rapport à des institutions, dans lesquelles les individus ne se retrouvent pas. Tel semble être le cas en Amérique Latine ou en Haïti, où les institutions d'État, depuis les régimes constitutionnels jusqu'au système légal, ont été importées d'Europe par les élites politiques et intellectuelles sans aucune considération des conditions historiques et sociales. Les liens sociaux dans les communautés se sont donc déve-

loppés de façon indépendante par rapport aux institutions sociétales qui sont supposées les coiffer.

Une documentation récente fait une place centrale au concept de confiance, considéré comme un outil fondamental dans l'étude des interactions sociales, tant au niveau des relations interpersonnelles qu'au niveau des relations sociales plus complexes des institutions et des sociétés (Alain Peyrefite, 1998 ; F. Fukuyama, 1995). Pour Amartya Sen (2003 :345), « la bonne marche d'une économie d'échanges repose sur la confiance mutuelle et sur le recours à un ensemble de normes explicites et implicites ».

Dans les analyses contemporaines, le concept de confiance occupe une place de plus en plus importante dans la compréhension de certains phénomènes fondamentaux comme le développement ou les résolutions de conflit (Pascaline Gaborit, 2009). Sans confiance dans les institutions du système judiciaire, les gens tendent à régler leurs différends par des moyens qu'ils se donnent eux-mêmes, des moyens n'écartant certainement pas la violence. La confiance dans l'État est en effet nécessaire pour qu'elle soit l'unique institution à laquelle la société reconnaît la capacité d'utiliser légitimement la violence.

Poser la problématique de la fabrique sociale dans le cas de la société haïtienne se situe dans une perspective tout à fait différente de celle dans laquelle elle est abordée dans les sociétés développées. Tandis que dans les pays d'Europe et aux États-Unis, la préoccupation se situe au niveau d'un lien social qui disparaît ou qui s'affaiblit, d'un individualisme issu des conséquences d'une modernité incapable de rendre compte de ses propres effets, dans le cas d'Haïti, on est plutôt interpellé par l'absence du lien social fondateur, du lien social qui engendre la vie sociale dans toutes ses manifestations initiales. Les obstacles à la construction d'un lien social fort sont diversement soulignés par différents chercheurs qui se sont penchés sur la formation de la société haïtienne.

L'exceptionnalité du phénomène révolutionnaire haïtien se situe au niveau de la fragilité tant des fondements constitutifs de cette nouvelle communauté devenue indépendante dans le concert des nations que des ressources matérielles et humaines dont celle-ci disposait pour la construction d'un nouvel État... [A]u moment où éclate la Révolution, l'essentiel du peuplement de la colonie compte à peine un siècle de présence sur le territoire. Lors de la proclamation de la liberté générale et de la cessation définitive du trafic négrier dans la zone, près des deux tiers des travailleurs ayant reconquis leur liberté sont de nouveaux arrivants. Dans l'ensemble de cette agglomération humaine, on retrouve rarement des groupements constitués par des liens de parenté tissés au travers de trois générations. En général, les membres de ce conglomerat, provenant d'une multitude de tribus de l'Afrique de l'Ouest et de l'Est, 'désocialisés' par la violence de la traite et de l'esclavage, parlant diverses langues et charriant des coutumes diversifiées, ont dû participer depuis leur nouveau lieu d'attache et dans un temps très court à tout un processus d'insertion au sein d'une nouvelle communauté. (Hector et Hurbon, 2009 : 17)

Une réflexion sur la formation de nos élites d'affaires constituées essentiellement après l'indépendance d'immigrants arrivés de divers pays d'Europe, les négociants, comme ils

sont connus dans l'histoire du pays, conduirait à une conclusion similaire. Les élites politiques, formées des « anciens libres » et des « nouveaux libres » sont restées divisées sur la base de clivages hérités du système colonial, qui ont alimenté en partie les violences politiques qui ont marqué notre histoire. On peut, par exemple, rappeler les oppositions qui ont conduit à la Révolution de 1843, les luttes qui ont opposé Lysius Salomon à Jean-Pierre Bazalais, Nord Alexis à Anténor Firmin, Rosalvo Bovo à Vilbrun Guillaume Sam.

Il faut tenir compte de plusieurs niveaux d'analyse pour cerner la question du lien social dans la société haïtienne. Mais, il y a en premier lieu les liens qui sont formés sur la base de la géographie et des liens de sang. Nous avons ainsi les liens de parenté et ceux que l'on retrouve dans les communautés, dans les quartiers et dans les villages. Nous pouvons dire que la société haïtienne traditionnelle est essentiellement fondée sur des solidarités issues de liens sociaux ainsi constitués. De tels liens sont prédominants à travers l'ensemble du système social haïtien.

3. Migrations rurales, dissolution sociale

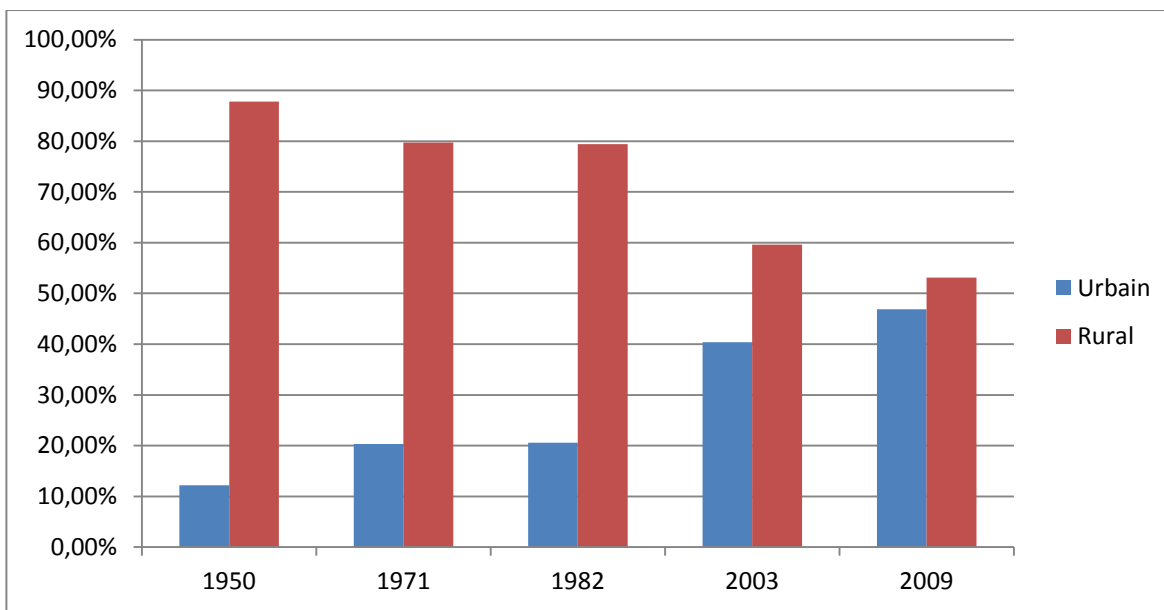
Comme le souligne Loïc Wacquant (2005 : 5), toutes les villes du monde, dans tous les continents, ont dans leur répertoire topographique des termes pour désigner ces espaces « situés au plus bas du système hiérarchique des places qui composent la métropole » où s'agglomèrent des populations déracinées, parfois de terres lointaines. Dans les pays en développement, elles sont le plus souvent de leur propre pays, des migrants provenant de villages appauvris ou de simples hameaux entièrement dépourvus. Ces mouvements de population, écrit Mike Davis, (2006 : 7) entraîneront « une rupture dans l'histoire humaine, comparable à la révolution néolithique ou à la révolution industrielle. Pour la première fois, la population urbaine dépassera la population rurale de notre planète ». Ces mouvements de population prennent des formes diverses et donnent lieu à des phénomènes qui portent les marques des divisions ethniques, de la pauvreté, de la précarité de l'État et des fractures sociales.

Comme dans la plupart des pays de l'Amérique latine, d'Afrique ou d'Asie, la population urbaine en Haïti ne cesse d'augmenter, dû surtout à des mouvements de migration des zones rurales vers les centres urbains. Si la population urbaine reste encore inférieure à la population rurale, son importance relative ne cesse de croître comme le montre la figure 1.1. En 2003, la population urbaine représentait 40,4 % de la population du pays, en 2009, elle en représentait 46,9 %.

C'est en fait la population des bidonvilles qui croît. Comme le montre la figure 1.2, la population dans les bidonvilles du pays ne cesse de croître de 1990 à 2007. La baisse relative observée en 2005, due peut-être à un mouvement vers les villages et les campagnes qu'auraient entraîné les violences politiques urbaines qui caractérisaient la fin du régime

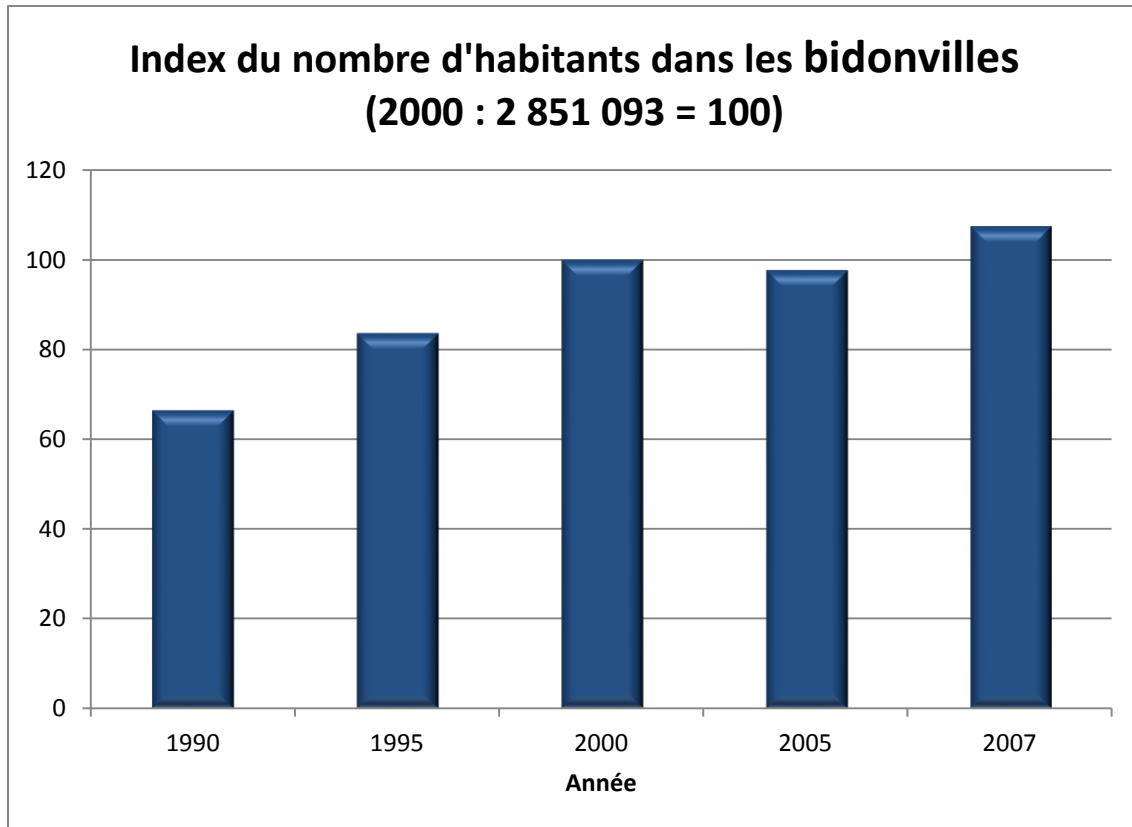
des Duvalier, est rattrapée en 2007. Il est estimé que plus de 70.0% de la population de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince vivent dans les quartiers bidonvillisés.

**Figure 1.1 : Évolution de la population urbaine et rurale d'Haïti
1950 - 2009**



Source des données : Institut haïtien de statistique et d'informatique et Ministère de la planification et de la coopération externe, Carte de pauvreté d'Haïti, 2004

Figure 1.2 : Index de la population dans les bidonvilles



Source des données pour la construction du graphique : United Nations, Statistics Division.

4. Caractéristiques des migrations rurales et formation des bidonvilles

- Les migrations rurales ne sont pas dues à l'industrialisation des villes, mais à la paupérisation des campagnes entraînée par une politique délibérée d'importation alimentaire.
- Non seulement la population des bidonvilles dépasse celle des quartiers de résidence dans les villes, ou près des $\frac{3}{4}$ de la population de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince vivent dans des bidonvilles, mais la population des quartiers périphériques (bidonvilles) s'accroît plus vite que celle des quartiers de résidence proprement dites.

- La bidonvilisation des espaces ruraux à proximité des centres urbains entraîne un vaste système de transports non régulé qui assure les mouvements de population entre les différents bidonvilles.
- Les espaces urbains sont aussi transformés en bidonvilles par la détérioration des conditions de vie dans les villes également. Les logements sont surpeuplés, des constructions s'ajoutent sans aucune planification, des espaces sont squattés. Le cas de l'hôtel le Simbi continental d'Haïti transformé en cité Simbi en est une illustration.
- Les bidonvilles se distribuent de plus en plus sur l'ensemble du territoire urbain. Ils n'occupent plus seulement les espaces périphériques qui les reliaient aux villages d'origine. Les bidonvilles s'étendent, et presque aucun quartier résidentiel n'échappe à ce phénomène. Le coût des loyers dans les bidonvilles périphériques, plus proches des zones d'emplois, des ports ou du centre-ville commercial, en relation plus directe avec les villes de province, l'augmentation de la population, le système de transports et le téléphone cellulaire sont parmi les facteurs qui ont poussé l'éparpillement des bidonvilles, jusque dans les zones résidentielles secondaires des classes aisées (Fermathe, Kenscoff ...) situées au sud-est de Pétiion-Ville.
- Les bidonvilles sont caractérisés par une mobilité résidentielle intense. Les enquêtes scolaires ont montré que les enfants des classes défavorisées changent souvent d'école ou fréquentent le plus souvent des écoles situées loin des habitations de leurs parents ou des gens avec lesquels il vivent. La raison est que les parents changent souvent de résidence pour des raisons liées à l'absence de sécurité civile (pas de commissariat de police), à la violence politique, au fait qu'ils croient que leur est un « mauvais quartier », qu'on leur ait jeté un mauvais sort, au coût des loyers ou à la disponibilité d'emplois.
- Les bidonvilles des villes de Port-au-Prince, des Gonaïves et du Cap ont joué un rôle important dans la dynamique politique de la période post-1986. En 2008, les émeutes de la faim des bidonvilles des Cayes dans le Sud ont contribué à précipiter le renvoi du gouvernement. On assiste donc à une grande politisation des populations des bidonvilles. Les leaders naturels dans les différents quartiers font l'objet de sollicitations de différents groupes qui cherchent à influencer la vie politique dans le pays.
- Du fait de la détérioration des conditions de vie des classes moyennes, les bidonvilles accueillent aussi les familles urbaines appauvries. Ceci semble faire de certains bidonvilles un lieu où des classes sociales différentes se rencontrent. Même si une

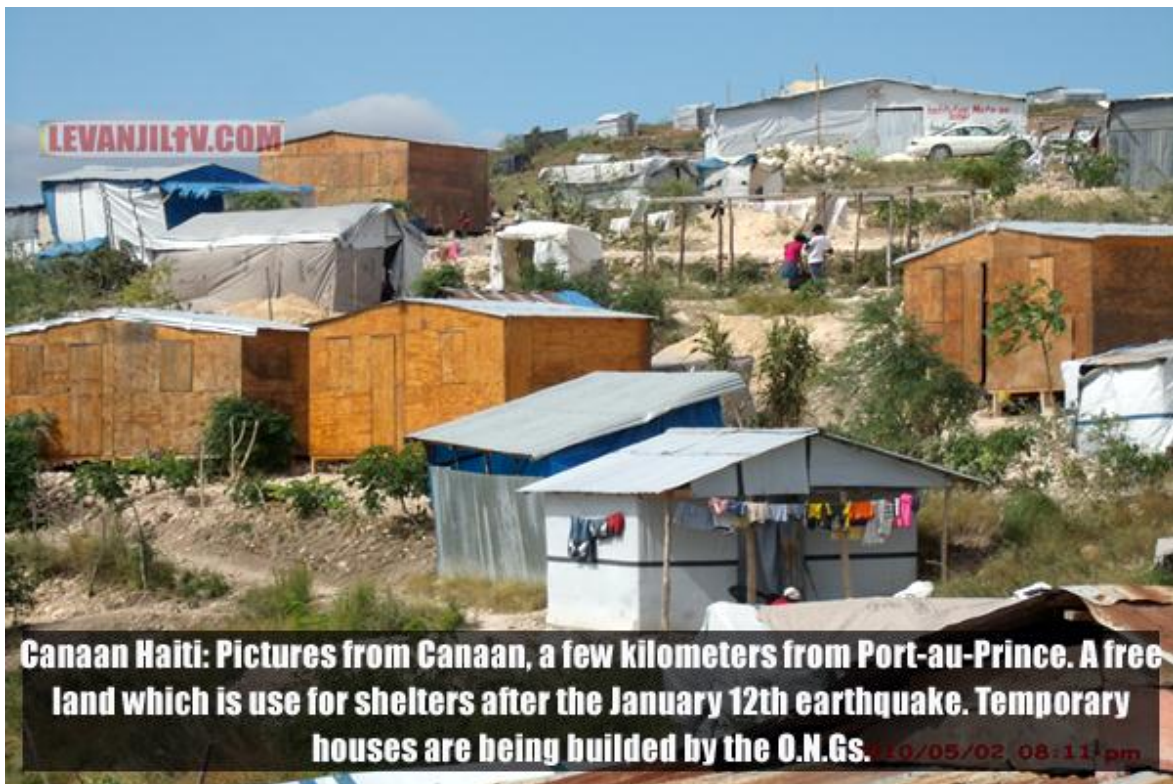
Tableau 1.1
Niveau de scolarité suivant le type de milieu (rural, résidentiel ou bidonville)

Niveau de scolarité		Type de milieu			Total
		Village rural	Quartier résidentiel	Périphérique ou bidonville	
Aucune scolarité	Effectif	60	73	100	233
	% dans Type de milieu	16.9%	11.6%	15.8%	14.4%
Primaire incomplet	Effectif	50	57	98	205
	% dans Type de milieu	14.0%	9.0%	15.5%	12.7%
Primaire complet	Effectif	36	65	60	161
	% dans Type de milieu	10.1%	10.3%	9.5%	9.9%
Secondaire incomplet	Effectif	155	235	263	653
	% dans Type de milieu	43.5%	37.2%	41.6%	40.3%
Secondaire complet	Effectif	38	85	50	173
	% dans Type de milieu	10.7%	13.5%	7.9%	10.7%
Plus que le secondaire	Effectif	17	116	61	194
	% dans Type de milieu	4.8%	18.4%	9.7%	12.0%
Total	Effectif	356	631	632	1619
	% dans Type de milieu	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%

relation existe entre les milieux et le niveau de scolarité, utilisé ici comme indicateur de statut social, le tableau 1.1 montre que des répondants avec un niveau de scolarité allant au-delà du secondaire se retrouvent aussi dans les bidonvilles. En fait, il s'agit d'une conséquence du déclassement des couches moyennes.

- Les bidonvilles ne se forment pas uniquement à partir de migrations des régions rurales vers les villes. Il y a le phénomène de la paupérisation des classes moyennes inférieures. Des édifices urbains sont squattés et s'étendent pour former des quartiers répondant aux caractéristiques des bidonvilles. Le séisme du 12 janvier a créé aussi une autre dynamique dans la formation des bidonvilles. Des camps établis pour accueillir la population des tentes se transformeront très probablement en bidonvilles. Les familles qui s'y retrouveront continueront d'être marginalisées et de vivre d'activités de fortune ne pouvant nullement améliorer leurs conditions de vie.

Figure 1.3. La cité Canaan
Un camp accueillant les victimes du séisme du 12 janvier 2010 –
Le camp montre déjà les caractéristiques d'un futur bidonville.



Source : <http://www.youvalley.com/Levanjiltv/graphics/HAITICANAAN7.jpg>

Figure 1.4.
Le domaine d'un hôtel de luxe « Le Simbi Continental » a été vandalisé suite à la chute des Duvalier et transformé en un bidonville



Adapté de : <http://www.youtube.com/watch?v=Tqy89NuGO94>

5. Hypothèses de la recherche

Nous voulons mettre en relief la place des mouvements de population, notamment la formation des bidonvilles, dans les nouvelles formes de violences qui caractérisent la vie sociale et politique en Haïti.

Les concepts à partir desquels nous rendons compte des risques de conflits et de la probabilité qu'ils dégénèrent en violence sont ceux de lien social et de confiance, deux concepts liés entre eux. Nous retenons les migrations rurales, dans un contexte marqué par l'absence d'industrialisation et la précarité des services publics, comme conduisant à la dissolution graduelle des liens sociaux traditionnels construits dans les communautés rurales et à la formation de communautés urbaines connues sous le nom de bidonvilles où les conditions de vie ne permettent pas la construction de nouveaux liens sociaux et de relations de confiance dans les rapports sociaux.

Nous travaillons avec l'hypothèse fondamentale selon laquelle la société haïtienne est traversée par de fortes tendances à l'uniformisation des conditions de vie. Les migrations rurales conduisent les paysans vers un espace social à la construction duquel contribuent aussi les déclassés de la ville. Les bidonvilles n'accueillent pas seulement des migrants ruraux. Mais, étant donné l'absence d'une politique établissant des normes de construction, les migrants tendent aussi à s'installer partout avec leur propre mode de vie.

Le dépérissement de la production agricole sans un accroissement concomitant de la production dans d'autres secteurs de l'économie affirme graduellement la dépendance du pays aux revenus provenant pour une part de l'aide internationale et des transferts des émigrés, et d'autre part d'argent ayant sa source dans la contrebande et dans le trafic de substances narcotiques. C'est donc tout le système social qui se trouve soumis à des pressions vers le relâchement des liens et vers la méfiance vis-à-vis des institutions. Autrement dit, les différences entre les quartiers résidentiels des villes et les quartiers des bidonvilles, quand elles existent, ne seront pas nécessairement élevées. Les liens sociaux tendront à être généralement faibles, de même que la confiance dans les rapports sociaux et dans les institutions.

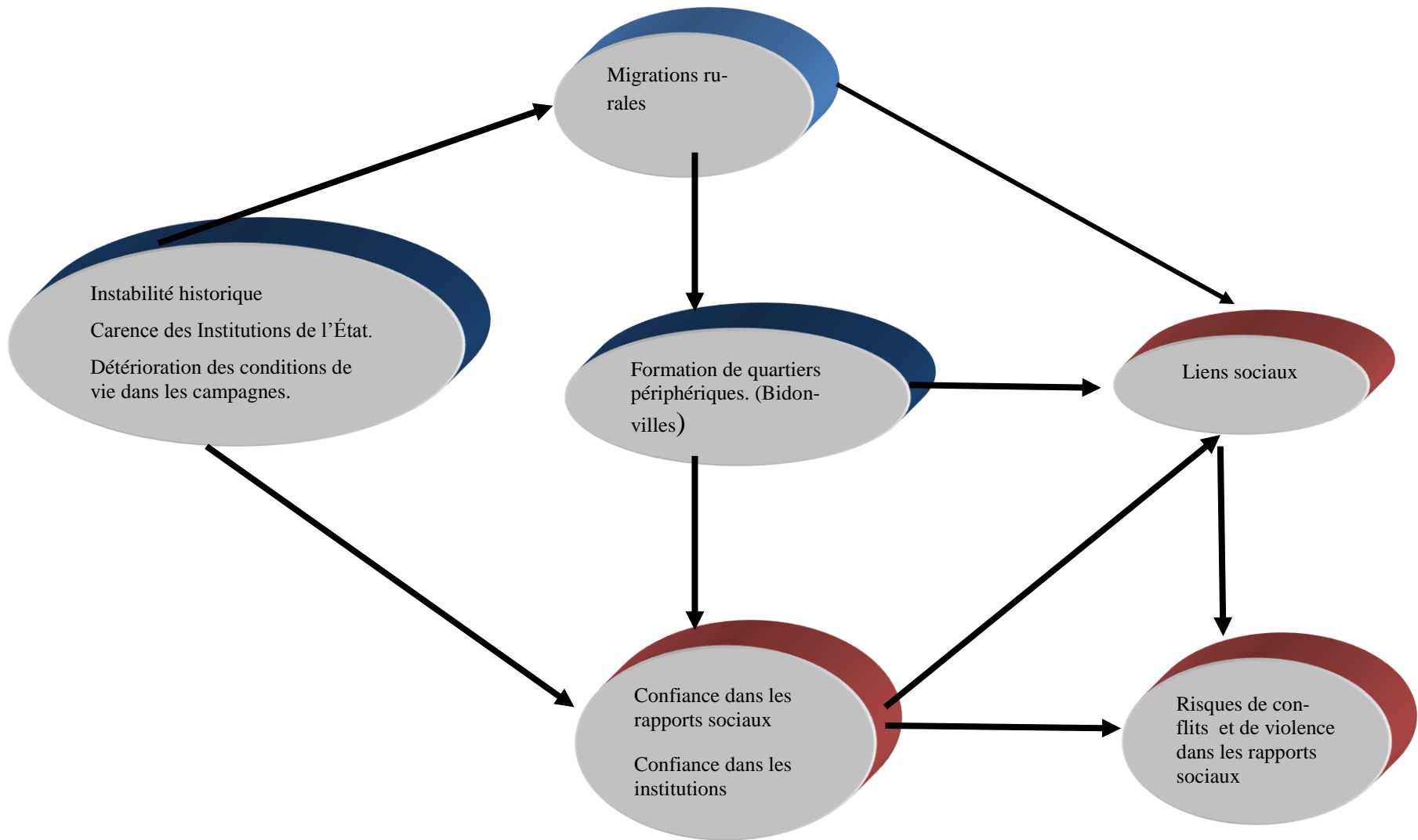


Figure 1. 5. Modèle illustrant la formation des quartiers périphériques et les risques de violence

Chapitre II Méthodologie de l'étude

L'étude est réalisée dans la région du Sud d'Haïti, comprenant quatre des dix départements du pays : le Sud-Est, avec pour ville principale Jacmel, les Nippes, dont la ville principale est Miragoâne, le Sud, avec pour ville principale, les Cayes, et finalement la Grande-Anse, dont la ville principale est Jérémie.

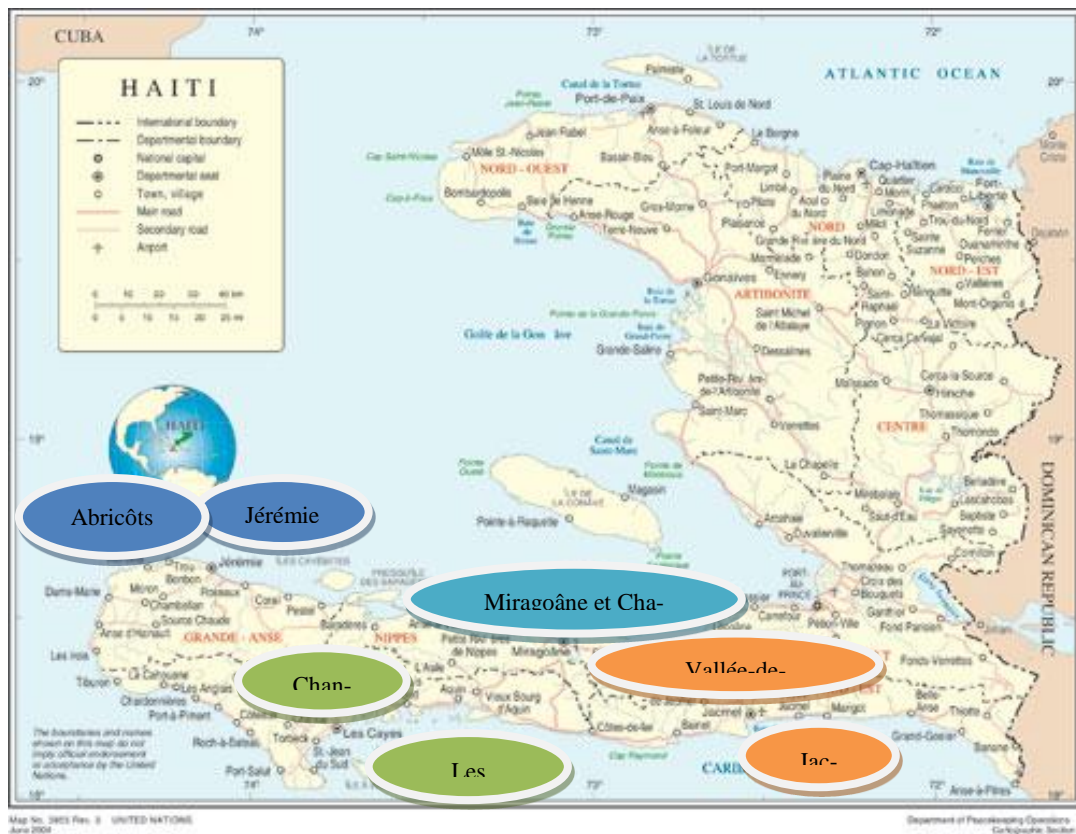


Figure 2.1. Carte d'Haïti. Les sites de l'étude

Comme le montre le tableau 2.1, la région représente 29,0 % du territoire de l'ensemble du pays, mais n'accueille que moins du quart de sa population (20,3 %). Ceci s'explique en grande partie par les conditions de vie dans la région et par l'isolement relatif, surtout du département de la Grand'Anse. Suivant des groupes focus auxquels on a demandé d'évaluer les départements du pays sur des variables de risques, le Sud fait face à un plus grand risque sur les plans d'accès aux services de base, d'infrastructure et de communication, et des risques et désastres naturels. Le tableau 2.2 montre en effet que, pour l'ensemble de ces indicateurs, la région du Sud souffre, selon l'opinion des gens qui y ont

formé les groupes focus, d'une plus grande vulnérabilité que cela est le cas de l'ensemble du pays, et d'une vulnérabilité encore plus grande que le reste du pays. On notera cependant que sur le plan des risques sociopolitiques et juridiques, le Sud réalise un meilleur score que le reste du pays. Ceci traduit l'occurrence moins forte des formes de violence politique dans la région.

Tableau 2.1
Le Sud : Population et territoire (2009)

Département	Population	Superficie en Km ²
Sud-est	575 293	2 034
Sud	704 760	2 654
Grand 'Anse	425 878	1 912
Nippes	311 497	1 268
Total Sud	2 017 428	7 868
Pourcentage de l'ensemble du pays	20,33%	29,07%

Figure 2.2
Distribution de la population dans les différentes régions du pays

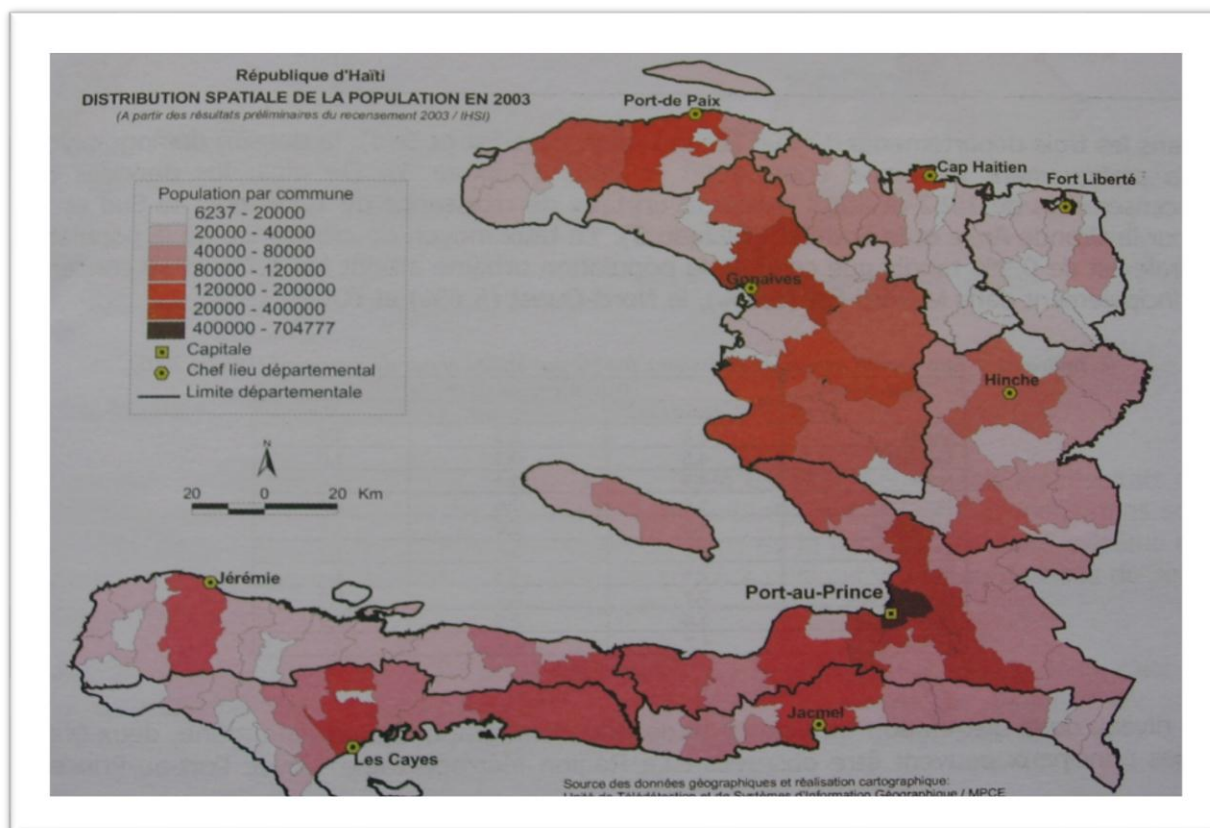


Tableau 2.2
Le Sud et des variables de risques

Variable	Grande-Anse	Sud	Sud-Est	Nippes	Moyenne Sud	Moyenne Pays sans le Sud	Moyenne Pays
Disponibilité alimentaire	10,00	12,00	14,00	12,00	12,00	12,6	12,4
Accès aux services de base	15,00	13,00	12,00	14,00	13,50	13,0	13,2
Infrastructure et communication	13,00	11,00	13,00	13,00	12,50	11,5	11,9
Risques et désastres naturels	13,00	17,00	15,00	14,00	14,75	11,83	13,0
Risques sociopolitiques et juridiques	4,00	7,00	4,00	4,00	4,75	6,0	5,5

Calculé par l'auteur à partir des données tirées de : CNSA et MARNDR, *Haïti : Cartographie de vulnérabilité multirisque*, Juillet/Août 2009.

Note : Les chiffres représentent les scores en % obtenus par les Départements suivant l'évaluation d'un groupe focus pour chaque variable. La liste comporte 10 variables et la somme des scores est égale à 100. Les groupes focus n'étaient pas les mêmes pour les départements.

Dans les quatre départements, une ville principale avec ses quartiers résidentiels et ses quartiers périphériques et une ville moyenne sont choisies. Le tableau ci-après donne les noms des lieux qui ont été retenus dans chacun des départements.

Tableau 2.3
Villes principales, Quartiers périphériques et villages retenus pour l'étude

Département	Ville principale	Quartiers périphériques de la ville	Village
Sud'Est	Jacmel	Kavolf, Maya, Siloé, Ste-Hélène, Volf, Watapana.	La-Vallée
Nippes	Miragoâne	Détour, Cité Gonâve, Carrefour La Croix, Morne Blanche, Cité Dorèt, Ti Chodyè, Bas du Fort.	Chalon
Sud	Cayes	Anba Fò, Cité Casséus, Croix-Martyrs, La Savanne, Dèyè Fò, Anba Veritab, Camp Boyer, Cité Militaire, La Kreyòl.	Chantal
Grand'Anse	Jérémie	Ste-Hélène, Makandal, La Pointe, Cadette, Haut Berquier, Kamanyòl, Merlin, Nan Maste, Omelis, Platon, Ròd Bèkye, Source Dommage.	Abricòts

Tableau 2.4
Les sites de l'enquête

Département	Site	Population	Densité (H / Km ²)
Nippes	Miragoâne	10 947	9 603
	Chalon	19 691	392
Sud	Cayes	71 236	7 933
	Chantal	3 558	1 231
Grand'Anse	Jérémie	34 788	12 121
	Moron	2 816	11 264
Sud'Est	Jacmel	39 643	12 466
	La-Vallée (Commune)	33 127	392

1. La collecte des données

Nous avons sélectionné dans chaque Département, une ville principale et un village rural ou peu urbanisé par rapport à son poids démographique. Dans les villes, des quartiers

de centre-ville ou résidentiels et des quartiers périphériques ou bidonvillisés ont été retenus. Le tableau 2.5 nous donne la taille des échantillons pour les différentes villes (quartiers résidentiels et quartiers périphériques compris) et pour les villages.

Tableau 2.5
Taille des échantillons étudiés dans les villes et dans les villages
dans les Départements des Nippes, du Sud et de la Grand'Anse.

Département	Ville, village	Nombre de cas	Pourcentage
Grand'Anse	Jérémie	423	25.2
	Abri-côts	136	8.1
Total		559	33.3
Nippes	Miragoâne*	316	18.8
	Chalon	114	6.8
Total		430	25.6
Sud	Cayes	579	34.5
	Chantal	109	6.5
Total		688	41.0
TOTAL		1677	100.0

* La section communale de Chalon comprend une partie urbaine, dont la ville de Miragoâne et Chalon, classée comme rurale.

Les données sont collectées à l'aide d'un questionnaire standard présenté aux répondants sélectionnés dans les différents quartiers des villes et villages retenus pour l'étude. Le questionnaire comprend 68 questions traduisant en indicateurs les variables de lien social, de confiance dans les institutions, dans les rapports sociaux, de la conscience de l'existence de troubles sociaux dans son environnement, des risques que ces troubles se transforment en violence.

Pour la variable lien social, une dimension affective (relation d'entraide, pratique religieuse) et une dimension secondaire (statut d'emploi, accès à l'information, vie associative) ont été retenues. La variable confiance est aussi traitée à trois niveaux : confiance dans les gens de son environnement immédiat, confiance dans la collectivité et confiance dans les institutions.

La collecte des données dans le Sud-est, à Jacmel et à La-Vallée, a eu lieu en décembre 2009, avant le séisme du 12 janvier. Les données dans les départements des Nippes (Miragoâne et Chalon), du Sud (Cayes et Chantal) et de la Grand'Anse (Jérémie et Abri-côts) ont été collectées du 27 juin au 25 juillet 2011. Nous avons créé deux bases de données, une pour le Sud-est, et l'autre pour les autres départements. Les données de Jacmel seront utilisées comme contrôle. L'analyse présentée dans ce rapport portera essentiellement sur les départements des Nippes, du Sud et de la Grand'Anse.

Des échantillons systématiques sont sélectionnés dans les quartiers des villes, qui ont fait l'objet d'un inventaire. Les questionnaires sont rédigés et administrés en créole par des étudiants formés à cette fin.

Les données collectées sont codées, traitées et analysées à l'aide du SPSS.

2. Les caractéristiques de la population étudiée

Les populations étudiées sont présentées dans les tableaux 2.6 et 2.7. Sur l'ensemble des répondants, un nombre approximativement égal de femmes (49.9%) et d'hommes (50.1%) ont participé à l'enquête. Dans les différents départements, les deux sexes sont sensiblement également représentés : 49.8% de femmes dans les Nippes, 49.1% et 50.8% dans le Sud et la Grand'Anse respectivement.

Les répondants sont plutôt jeunes : 83.8% ont 55 ans ou moins. Les moins de 26 ans, ceux qui ont grandi dans la période post-duvaliériste, représentent 29.5% des répondants. Les plus de 55 ans ne forment que 16.2% des répondants. La configuration des données ne change pas dans les départements (tableau 2.7) ou dans les différents quartiers (tableau 2.8). Le groupe des 26 – 55 ans représente, comme dans l'ensemble de la population étudiée, la majorité des répondants dans les différents départements comme dans les différents quartiers. Les moins de 26 ans suivent avec 26.2% dans la Grand'Anse, 30.4% dans les Nippes et 31.5% dans le Sud. Les moins de 26 ans représentent 29.2% de l'échantillon des zones rurales, 27.4% des quartiers résidentiels et 32.1% de l'échantillon des quartiers périphériques. Cette différence en faveur des quartiers périphériques peut s'expliquer par la plus forte tendance chez les jeunes à émigrer des zones rurales et par les pressions que représente le coût du loyer dans les quartiers résidentiels pour les jeunes.

Sur le plan de la scolarité, 14.5% des répondants disent qu'ils n'ont aucune scolarité. Il est important de souligner la relative importance des répondants qui ne complètent pas un cycle d'études. Près de 10.0% des répondants disent qu'ils ont complété le primaire, par contre 12.6% mentionnent qu'ils n'ont pas complété le primaire. De même, 10.7% indiquent qu'ils ont complété le secondaire, 40.3% disent qu'ils n'ont qu'un secondaire incomplet. Ces données mettent en évidence l'épineux problème de l'abandon scolaire, ajouté à celui de la sous-scolarisation. Dans les départements, le problème de la sous-scolarisation se pose davantage pour Miragoâne (Nippes) que pour les Cayes (Sud) et Jérémie (Grand'Anse). En effet, 21.3% des répondants de Miragoâne et de Chalon indiquent qu'ils n'ont aucune scolarité, ce score tombe à 11.6% pour les Cayes et Chantal et à 12.8% pour Jérémie et Abricôts. Au niveau des milieux, la sous-scolarisation (nombre de répondants à n'avoir aucune scolarité) et l'abandon scolaire (nombre de répondants avec un primaire incomplet ou un secondaire incomplet) se posent presque avec la même acuité dans

les zones rurales et dans les quartiers périphériques. Dans les quartiers résidentiels, 11.6% des répondants disent qu'ils n'ont aucune scolarité, dans les zones rurales et dans les quartiers périphériques, ce score est respectivement de 16.9 et de 15.8%. Dans les quartiers résidentiels, 9.0% ont le primaire incomplet contre 14.0 et 15.5% dans les zones rurales et dans les quartiers périphériques respectivement. Les termes de comparaison se maintiennent pour le secondaire incomplet : 37.2% pour les quartiers résidentiels, 43.5 et 41.6% pour les zones rurales et les quartiers périphériques respectivement. On verra qu'il s'agit d'une comparaison dont les termes varieront suivant le cas. Dans certaines situations le bidonville se rapproche de la ville dont il partage l'environnement spatial et avec lequel il entre dans de multiples relations, dans d'autres situations, le bidonville se rapproche beaucoup plus de la région rurale, qui est le milieu qui lui fournit le gros de sa population et avec lequel il peut encore maintenir des liens de solidarité.

La religion catholique, avec 48.8% des répondants se déclarant de foi catholique, est dominante dans l'ensemble de la population, dans les villes des différents départements, à Miragoâne, aux Cayes et à Jérémie. Elle est aussi la religion dominante dans les quartiers. Le protestantisme traditionnel (Baptisme) suit avec 30.7% dans l'ensemble de la population. Les données montrent que l'Église de Dieu (Pentecôtisme), considérée généralement comme plus proche des pratiques culturelles haïtiennes, est peu pratiquée dans le Sud, où seulement 2.7% des répondants s'en réclament. Les Témoins de Jéhovah sont aussi peu représentés dans le Sud, où ils ne dépassent que de peu ceux qui déclarent qu'ils pratiquent le Vodou, 1.4 et 1.2% respectivement. Il faut souligner que le Vodou est rarement déclaré comme pratique religieuse; les croyances du Vodou n'excluent pas la pratique d'une autre religion. On peut ici rappeler cette réflexion de Mircea Eliade (1971 : 9) suivant laquelle « il est regrettable que nous ne disposions pas d'un mot plus précis que 'religion' pour exprimer l'expérience du sacré... On se demande, écrit-il, comment il peut être appliqué sans discrimination au Proche-Orient ancien, au judaïsme, ou à l'hindouisme, au bouddhisme et au confucianisme de même qu'aux peuples dits 'primitifs' ». Les répondants indiquant qu'ils ne pratiquent aucune religion représentent 8.8% de l'ensemble de la population étudiée, un pourcentage qui atteint 9.0% dans les Nippes et 10.2% dans la Grand'Anse. L'absence de pratique religieuse n'implique pas nécessairement que les répondants ne croient pas, elle peut être due chez certains à une confusion résultant de la prolifération des sectes.

Tableau 2.6
Caractéristiques de l'ensemble de la population étudiée

Variable	Modalité	Nombre de cas	Pourcentage	Pourcentage cumulatif
Genre	Femme	834	49.9	
	Homme	839	50.1	
Groupe d'âge	Moins de 26 ans	490	29.5	29.5
	De 26 à 55 ans	903	54.3	83.8
	Plus de 55 ans	270	16.2	100.0
Niveau de scolarité	Aucune scolarité	236	14.5	14.5
	Primaire incomplet	206	12.6	27.1
	Primaire complet	161	9.9	37.0
	Secondaire incomplet	657	40.3	77.3
	Secondaire complet	175	10.7	88.1
	Plus que le secondaire	194	11.6	100.0
Religion pratiquée	Catholique	800	48.8	
	Protestant / Baptiste	504	30.7	
	Aucune	145	8.8	
	Adventiste	59	3.6	
	Église de Dieu / Pentecôtiste	44	2.7	
	Témoin de Jéhovah	23	1.4	
	Vodou	20	1.2	
	Autre (moins de 1.0 % chacune)	45	2.7	

Tableau 2.7
Caractéristiques des échantillons dans les Départements des Nippes du Sud et de la Grand'Anse

Variable	Modalité	Nippes (N = 430)	Sud (N= 688)	Grand'Anse (N= 559)
Genre	Femme	49.8 %	49.1 %	50.8 %
	Homme	50.2	50.9 %	49.2
Groupe d'âge	Moins de 26 ans	30.4 %	31.5 %	26.2 %
	De 26 à 55 ans	53.2	52.1	57.9
	Plus de 55 ans	16.4	16.4	15.9
Niveau de scolarité	Aucune scolarité	21.3%	11.6%	12.8%
	Primaire incomplet	15.1	9.8	14.3
	Primaire complet	9.6	9.0	11.2
	Secondaire incomplet	34.0	43.5	40.6
	Secondaire complet	15.3	8.4	9.7
	Plus que le secondaire	3.3	17.7	11.4
Religion pratiquée	Catholique	43.6 %	49.3	52.1 %
	Protestant / Baptiste	31.4	32.8	27.8
	Aucune	9.0	7.6	10.2
	Adventiste	1.4	3.9	4.8
	Église de Dieu / Pentecôtiste	2.6	3.0	2.3
	Témoin de Jéhovah	2.8	-	-
	Vodou	2.6	-	1.1
	Musulman	1.7	-	-

Tableau 2.8
Caractéristiques des échantillons dans les différents milieux

Variable	Modalité	Village rural (n = 365)	Quartier rési- dentiel (n = 649)	Quartier périphérique (n = 653)
Genre	Femme	47.3%	49.6%	51.5%
	Homme	52.7	50.4	48.5
Groupe d'âge	Moins de 26 ans	29.2%	27.4%	32.1%
	De 26 à 55 ans	51.0	57.1	52.9
	Plus de 55 ans	19.8	15.6	15.0
Niveau de scolarité	Aucune scolarité	16.9%	11.6	15.8%
	Primaire incomplet	14.0	9.0	15.5
	Primaire complet	10.1	10.3	9.5
	Secondaire incomplet	43.5	37.2	41.6
	Secondaire complet	10.7	13.5	7.9
	Plus que le secondaire	4.8	18.4	9.7
Religion pratiquée	Catholique	47.9%	48.9%	49.0%
	Protestant / Baptiste	35.2	28.1	31.1
	Aucune	6.9	9.4	9.4
	Adventiste	2.2	4.9	3.2
	Église de Dieu / Pentecôtiste	3.3	3.0	2.1
	Témoign de Jéhovah	.8	1.7	1.4
	Vodou	1.7	.8	1.3
	Musulman	.8	.5	.3
	Autres (moins que 1.0% chacune)	1.1%	2.8	2.1

Chapitre III

Les variables de lien social

Lien d'emploi, vie associative, participation électorale

Un ensemble de mécanismes aident à construire, développer et maintenir la relation à l'autre. La représentation de l'autre est centrale à la compréhension de la structure des conflits, c'est-à-dire de la probabilité qu'ils soient résolus de façon pacifique ou bien qu'ils dégènèrent en violence. L'ensemble des sous-structures sociales dans lesquelles évoluent les individus contribue à forger des relations qui créent et renforcent des solidarités qui cimentent les liens entre eux et aux groupes dans une communauté. Dans ce chapitre, sont étudiées les sous-structures que constituent les relations d'emploi, l'accès à l'information, la vie associative, la vie religieuse, les relations d'entraide, et la participation politique.

Tableau 3.1
Indicateurs de lien social dans la population étudiée

Indicateur de lien social		Modalité	Pourcentage*
Statut d'emploi		Ayant un emploi	27.7 % (1671)
Se considère informé		Bien informé	14.9 % (1667)
		Un peu informé	62.2 %
		Pas du tout informé	22.9 %
Vie associative		Membre d'une association	12.4 % (1677)
Pratique religieuse		Beaucoup	56.7 % (1507)
		Parfois	39.9 %
		Pas du tout	3.4 %
Participation électorale		Ayant voté aux dernières élections	70.1 % (1662)
Relations d'entraide	Personne sur qui compter	Oui	54.2 % (1667)
	Peut compter sur vous	Oui	45.2 % (1654)

*Le nombre de cas est indiqué entre parenthèses. La variation dans le nombre de cas s'explique par les cas non valides (non réponse).

Sur le plan de l'emploi, plus de 70.0% de la population étudiée disent qu'ils n'ont pas un emploi. Pour les 27.7% qui mentionnent qu'ils en ont un, les occupations les plus courantes sont l'enseignement (20.4%), le commerce (16.1%), l'artisanat (15.7%), les af-

fares comme une boutique (vente de détails de produits de consommation, et d'autres produits utilisés dans la vie quotidienne), un restaurant (8.3%). L'agriculture, la pêche et l'élevage ne sont mentionnés que par 7.4% des répondants ayant indiqué qu'ils ont un emploi. Cette structure occupationnelle met en évidence le déclin de l'agriculture. L'artisanat, qui suit l'enseignement et le commerce, demeure toutefois une activité relativement importante. L'enseignement privé constitue l'emploi mentionné par la majorité des répondants. Tout semble indiquer une évolution vers une économie de services dépendant étroitement des transferts de revenu.

Bien peu de répondants (14.9%) se considèrent bien informés. Ils sont toutefois 62.2% à se considérer plus ou moins informés. La source d'information la plus mentionnée étant la radio.

Ils ne sont que 12.4 % à se déclarer membres d'une association. La vie associative est peut-être l'un des indicateurs clés des liens que les individus se tissent entre eux. La participation à la vie sociale se fait le plus souvent à travers des associations, qui définissent les objectifs et fournissent le cadre normatif de la participation sociale. La vie associative peut être un déterminant de l'orientation idéologique et du choix politique des individus.

Pour les indicateurs de pratique religieuse, de participation électorale et de relations d'entraide, les scores sont relativement élevés. Pour 56.7 % des répondants, la pratique religieuse est élevée. Près de la moitié se retrouve dans une relation d'entraide, en indiquant qu'ils ont des personnes sur qui ils peuvent compter (54.2%) ou qu'il y a des personnes qui peuvent compter sur eux (45.2 %). La participation électorale est nettement élevée : 70.1 % des répondants déclarent avoir voté aux dernières élections. Dans le contexte de mobilisation populaire qui caractérise la période post-1986, la participation électorale peut être élevée sans pour autant être révélatrice d'une structuration des liens sociaux dans le champ politique. La participation électorale se fait en dehors des partis politiques. Elle est encore liée à des relations clientélistes et peut se produire par le biais de structures de parenté ou religieuses. La participation électorale dans ce sens procède de la même logique que la pratique religieuse ou les relations d'entraide, qui s'appuient globalement sur les liens de parenté. Nous avons donc deux groupes d'indicateurs de liens sociaux :

- **Les indicateurs de liens sociaux affectifs**

La pratique religieuse, la participation électorale et les relations d'entraide renvoient à des liens fondés sur la ressemblance, qui maintiennent l'individu dans sa communauté naturelle, dans son univers culturel fait de traditions et de croyances. Il s'agit de liens

horizontaux dans lesquels les individus se trouvent sur le même pallier social. De tels liens réduisent les ressources dont peut disposer l'individu à celles de son groupe d'origine, d'appartenance et tendent à entretenir la méfiance. Nos répondants ont montré des scores relativement élevés sur ces indicateurs, montrant le caractère encore traditionnel de la société haïtienne, malgré l'importance relative qu'ont connues la radio, la télévision et le téléphone mobile. Il y a lieu de croire que les nouvelles technologies de communication, loin de créer de nouvelles solidarités, tendent plutôt à renforcer celles qui sont déjà établies.

- **Les indicateurs de liens sociaux historiques**

Le statut d'emploi, l'accès à l'information, l'affiliation à une association, participent d'une logique qui projette le répondant à l'extérieur des structures sociales traditionnelles, celles qui se constituent à partir des membres de sa famille ou de son église. La faiblesse sur ces indicateurs montre une société encore non fondée sur des rapports d'interdépendance, sur des rapports sociaux produits sur la base d'objectifs historiquement définis et devant être collectivement poursuivis. Les liens sociaux créés par l'emploi, par la qualité de membre dans une association sont des liens historiques, qui projettent l'individu en dehors de ses communautés d'origine. Il s'agit de liens verticaux pouvant amener l'individu à créer des solidarités avec des membres de groupes sociaux différents de son groupe d'appartenance. Dans le cas de la société haïtienne, de tels liens sont rares. Dans la plupart des cas, on évolue dans des cercles sociaux restreints, qui ne se renouvellent qu'à l'intérieur de la famille et du village.

1. Les liens sociaux dans les départements

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, les trois Départements se distinguent les uns des autres notamment par la démographie, l'urbanisation, l'isolement géographique et la vulnérabilité définie par la disponibilité alimentaire, l'accès aux services de base, les risques et désastres naturels et les risques sociopolitiques et juridiques. Le Département des Nippes se démarquent de ceux du Sud et de la Grande-Anse par sa plus faible population, son plus faible taux d'urbanisation, son plus faible taux de scolarisation et par une intense activité de commerce d'importation. Le tableau 3.2 indique que plus de répondants des Nippes (Miragoâne et Chalon) (67.4%) que dans le Sud (59.2%) ou dans la Grande-Anse (53.1%) indiquent qu'ils ne sont pas originaires du quartier où ils résident au moment de l'enquête, indiquant une migration vers la région. Il y a lieu de croire que les liens sociaux seront plus faibles dans les Nippes (Miragoâne, Chalon) que dans le Sud (Cayes, Chantal) ou dans la Grande-Anse (Jérémie, Abricôts), avec la possibilité que la

gestion des conflits y soit aussi plus difficile et pour conséquence un risque plus élevé que les troubles sociaux s’y transforment en violence.

Tableau 3.2
Pourcentage de répondants non originaires du quartier
de résidence au moment de l’enquête par Départements

Département	% déclarant n’être pas originaire du quartier
Grand’Anse (Jérémie, Abricôts)	53.1 (559)
Nippes (Miragoâne, Chalon)	67.4 (430)
Sud (Les Cayes, Chantal)	59.2 (688)

Le tableau 3.3 montre qu’à l’exception du « statut d’emploi », il existe entre les trois Départements une différence statistiquement significative pour l’ensemble des indicateurs que nous avons retenus. Les répondants des Nippes se montrent moins bien informés (31.7%) que ceux du Sud (19.0%) et de la Grande-Anse (20.6%). Sur le plan de la religion, ils indiquent qu’ils pratiquent « beaucoup » à 63.7%, tandis que pour les répondants du Sud ce pourcentage est de 51.8%, et de 57.2% pour ceux de la Grande-Anse. Les répondants des Nippes indiquent une plus forte participation électorale (79,7%) que ceux du Sud (66.1%) ou ceux de la Grande-Anse (69.5%). On se rappelle que la participation électorale se fait plus à travers les groupes primaires qu’à travers des structures modernes que sont les partis politiques. Notre étude dans le Sud-est (Jacmel et La-Vallée) montre que les gens sont orientés dans leur choix électoral par des membres de leur famille ou par des amis. Les structures d’entraide fondées sur des relations de parenté sont encore plus importantes dans les Nippes que dans le Sud ou dans la Grande-Anse.

Tableau 3.3
Les variables de liens sociaux dans les Nippes (Miragoâne, Chalon)
Le Sud (Cayes, Chantal) et la Grande-Anse (Jérémie, Abricôts)

Indicateur de lien social		Modalité	Nippes	Sud	Grand'Anse	Seuil de signification
Statut d'emploi		Ayant un emploi	25.7%	28.2%	28.6%	.554
Se considère informé		Bien informé	14.5%	14.6%	15.6%	.000
		Un peu informé	53.8%	66.3%	63.7%	
		Pas du tout informé	31.7%	19.0%	20.6%	
Vie associative		Membre d'une association	14.2%	14.7%	8.0%	.001
Pratique religieuse		Beaucoup	63.7%	51.8%	57.2%	.000
		Parfois	32.2%	43.4%	41.4%	
		Pas du tout	4.0%	4.8%	1.4%	
Participation électorale		Ayant voté aux dernières élections	79.7%	66.1%	69.5%	.000
Relations d'entraide	Personne sur qui compter. (Disponibilité d'autrui pour soi).	Oui	50.8%	52.5%	58.8%	.024
	Peut compter sur vous. (Disponibilité de soi pour autrui).	Oui	51.2%	47.5%	37.6%	.000

2. Les liens sociaux dans les différents milieux

Il convient ici de chercher à savoir comment les migrations rurales ont contribué à la dissolution des liens traditionnels, fondés sur la pratique religieuse, les formes de participation structurées par la famille et les solidarités communautaires. En réalité, dans les quartiers périphériques où s'établissent généralement les migrants ruraux, les liens sociaux tendent à être faibles. Tandis que le migrant se déconnecte de son milieu d'origine, il demeure non intégré à son nouveau milieu d'accueil, d'où sa marginalité et l'absence relative de ressources collectives pour faire face aux aléas du quotidien. Il lui sera plus difficile de s'insérer dans un lien d'emploi avec un employeur, et sa vie associative restera limitée.

Une double conséquence peut résulter de cette situation : une plus forte tendance à recourir à la violence pour résoudre les conflits qui opposent le migrant aux membres de son voisinage et une plus grande disponibilité pour répondre à des appels d'acteurs sociaux cherchant à modifier les règles du jeu politique par la mobilisation violente. D'où la grande participation des résidents des quartiers périphériques aux violences politiques qui ont cours dans le pays.

Dans un premier temps, il convient de constater que sur les indicateurs de vie associative, de pratique religieuse, de participation électorale et de disponibilité de soi pour autrui, aucune différence significative n'existe entre les quartiers. Ceci revient à dire que sur les indicateurs de cohésion fondée sur des liens traditionnels, les différents milieux présentent des caractéristiques qui les rapprochent beaucoup plus qu'elles ne les distinguent. Dans les trois types de milieu, plus de 90.0% des répondants disent pratiquer beaucoup (52.8% - 60.3%) ou parfois (36.6% - 42.9%) leur religion. La vie associative est faible dans les trois milieux : entre 10.8% et 13.7% des répondants seulement se disent être membres d'une association. La participation électorale est élevée dans les trois milieux : entre 67.8% et 74.9%. Il nous faut souligner que la participation électorale intervient dans le cadre de structures familiales ou des structures de quartiers.

En revanche, une différence statistiquement significative entre les milieux s'observe pour les indicateurs d'emploi, d'accès à l'information et de disponibilité d'autrui pour soi. Le tableau 3.4 ci-après montre qu'entre ces indicateurs et les différents quartiers, la relation est statistiquement significative. Moins de répondants déclarent être dans une relation d'emploi dans les quartiers périphériques (24.3%) que dans les quartiers résidentiels (31.3%) ou dans les villages ruraux (26.4%). Cette relation doit être évidemment interprétée non seulement en tenant compte de l'abandon du travail agricole devenu de moins en moins productif et

Tableau 3.4
Les variables de liens sociaux suivant le type de milieu (rural, urbain, périphérique)

Indicateur de lien social		Modalité	Village rural	Quartier résidentiel	Quartier périphérique	Seuil de signification
Statut d'emploi		Ayant un emploi	26.4%	31.3%	24.3%	.016
Se considère informé		Bien informé	12.1%	19.2%	12.3%	.002
		Un peu informé	63.1%	61.0%	62.9%	
		Pas du tout informé	24.8%	19.8%	24.8%	
Vie associative		Membre d'une association	12.7%	10.8%	13.7%	.290
Pratique religieuse		Beaucoup	58.2%	60.3%	52.8%	.088
		Parfois	39.1%	36.6%	42.9%	
		Pas du tout	2.7%	3.1%	4.3%	
Participation électorale		Ayant voté aux dernières élections	74.9%	67.8%	70.9%	.057
Relations d'entraide	Personne sur qui compter. (Disponibilité d'autrui pour soi).	Oui	49.6%	60.2%	50.9%	.000
	Peut compter sur vous. (Disponibilité de soi pour autrui).	Oui	44.8%	46.4%	43.8%	.648

rentable, mais aussi en se rappelant que le concept d'emploi dans la société haïtienne est très élastique, que le marché de travail est très restreint et fondé sur des contacts personnels. Néanmoins, ces données renvoient à une représentation de l'activité à laquelle s'adonnent les répondants et nous informent sur l'appréciation des liens sociaux auxquels donne lieu cette activité.

Seulement 12.3% des répondants des quartiers périphériques se considèrent bien informés, contre 19.2% des répondants des quartiers résidentiels. Les répondants des quartiers périphériques qui se considèrent bien informés ne dépassent pas ceux des régions rurales. Dans les quartiers périphériques, 50.9% des répondants pensent qu'il existe d'autres personnes sur qui ils peuvent compter pour faire face aux problèmes de la vie quotidienne, ce pourcentage est de 60.2% pour les répondants des quartiers résidentiels.

D'une manière générale, les indicateurs de liens sociaux que nous avons retenus mettent en évidence une société dont la cohésion est plutôt faible. Les différences observées montrent une tendance vers l'uniformité sans que des liens institutionnels soient renforcés. Néanmoins, ces différences significatives indiquent que les liens sociaux sont plus faibles dans les quartiers périphériques, lieu d'accueil des migrants des régions rurales.

3. Lien social et genre

Comment les femmes et les hommes diffèrent-ils par rapport aux variables de lien social ? Dans la mesure où il faut considérer le lien social comme une ressource sociale mettant en relief la position de l'individu dans la société, il faudrait s'attendre à ce que la configuration des données fasse une place favorable aux hommes dans une société où les femmes sont encore confinées dans les rôles traditionnels peu valorisés.

Hormis la pratique religieuse, pour laquelle plus de femmes disent qu'elles pratiquent beaucoup plus (64.9%) que d'hommes (48.0%), le tableau 3.5 montre un accès à l'emploi moins important pour les femmes que pour les hommes : 32.9% des hommes disent qu'ils ont un emploi contre 22.6% des femmes. Plus d'hommes se disent être « bien informés » (19.9%) que de femmes (10.0%). La même tendance s'observe par rapport à la vie associative : 16.1% des hommes disent qu'ils sont membres d'une association, alors que seulement 8.6% de femmes reconnaissent qu'elles font partie d'une association. La participation politique est élevée et légèrement différente pour les deux groupes : 73.3% pour les hommes et 68.3% pour les femmes. La différence est cependant statistiquement significative. Celle-ci devient négligeable pour la « disponibilité d'autrui pour soi ». Près de la moitié des hommes et des femmes pensent pouvoir compter sur quelqu'un s'ils font face à des problèmes. Par contre, s'agissant de la « disponibilité de soi » pour autrui, les hommes sont relativement plus nombreux à croire que des gens peuvent compter sur eux.

Tableau 3.5
Indicateurs de lien social et genre dans la population étudiée

Indicateur de lien social	Modalité	Genre	Pourcentage	Seuil de signification
Statut d'emploi	Ayant un emploi	Femme	22.6% (829)	.000
		Homme	32.9% (836)	
Se considère informé	Bien informé	Femme	10.0% (827)	.000
		Homme	19.9% (836)	
	Un peu informé	Femme	63.7%	
		Homme	60.8%	
	Pas du tout informé	Femme	26.2%	
		Homme	19.4%	
Vie associative	Membre d'une association	Femme	8.6% (806)	.000
		Homme	16.1% (813)	
Pratique religieuse	Beaucoup	Femme	64.9 % (778)	.000
		Homme	48.0% (725)	
	Parfois	Femme	32.0 %	
		Homme	48.3%	
	Pas du tout	Femme	3.1%	
		Homme	3.7%	
Participation électorale	Ayant vote aux dernières élections	Femme	68.3% (823)	.025
		Homme	73.3% (835)	
Personne sur qui compter	Oui	Femme	53.0% (827)	.322
		Homme	55.4% (836)	
Peut compter sur vous	Oui	Femme	42,2% (818)	.018
		Homme	48.0% (832)	

Les différences observées entre les hommes et les femmes dans l'ensemble de la population étudiée sont maintenues quand nous tenons compte des Départements ou des milieux. Le tableau 3.6 montre la relation entre genre et qualité de membre dans une association dans les trois départements des Nippes, du Sud et de la Grande-Anse. Dans les trois Départements, une proportion relativement plus élevée d'hommes que de femmes se déclarent être membres d'une association. La même configuration est observée dans le tableau 3.7 montrant la relation entre genre et participation associative dans les différents quartiers. Une proportion relativement plus grande d'hommes se disent être membres d'une association. Le tableau 3.8 présente les corrélations partielles pour les variables de lien social en relation avec le genre, contrôlant pour Département et pour quartier. Comme pour l'ensemble de la population, la seule relation non statistiquement significative est celle observée pour « Peut compter sur autrui », indiquant que les hommes et les femmes, dans les départements et dans les différents quartiers, ne diffèrent pas quant au fait de savoir s'ils peuvent compter sur d'autres personnes pour faire face aux difficultés qu'ils rencontrent dans la vie.

Il convient de souligner que les relations, même si elles sont statistiquement significatives, sont plutôt faibles. Le coefficient de corrélation le plus élevé est de 0.116. La part de variation dans les variables de lien social (le carré des corrélations) expliquée par le genre est donc nettement négligeable.

Tableau 3.6
Vie associative et genre selon les Départements

Département				Sexe du répondant		Total
				Femme	Homme	
Nippes	Membre d'une association	Oui	Effectif	17	41	58
			% dans Sexe du répondant	8.3%	20.2%	14.2%
	Non	Effectif	188	162	350	
		% dans Sexe du répondant	91.7%	79.8%	85.8%	
	Total	Effectif	205	203	408	
		% dans Sexe du répondant	100.0%	100.0%	100.0%	
Sud	Membre d'une association	Oui	Effectif	35	64	99
			% dans Sexe du répondant	10.6%	18.6%	14.7%
	Non	Effectif	295	281	576	
		% dans Sexe du répondant	89.4%	81.4%	85.3%	
	Total	Effectif	330	345	675	
		% dans Sexe du répondant	100.0%	100.0%	100.0%	
Grand'Anse	Membre d'une association	Oui	Effectif	17	26	43
			% dans Sexe du répondant	6.2%	9.8%	8.0%
	Non	Effectif	256	239	495	
		% dans Sexe du répondant	93.8%	90.2%	92.0%	
	Total	Effectif	273	265	538	
		% dans Sexe du répondant	100.0%	100.0%	100.0%	

Tableau 3.7
Vie associative et genre selon les types de milieu

Type de milieu				Sexe du répondant		
				Femme	Homme	Total
Village rural	Membre d'une association	Oui	Effectif	10	34	44
			% dans Sexe du répondant	6.0%	18.3%	12.5%
	Non	Effectif	157	152	309	
		% dans Sexe du répondant	94.0%	81.7%	87.5%	
	Total	Effectif	167	186	353	
		% dans Sexe du répondant	100.0%	100.0%	100.0%	
Quartier résidentiel	Membre d'une association	Oui	Effectif	26	42	68
			% dans Sexe du répondant	8.3%	13.2%	10.8%
	Non	Effectif	286	275	561	
		% dans Sexe du répondant	91.7%	86.8%	89.2%	
	Total	Effectif	312	317	629	
		% dans Sexe du répondant	100.0%	100.0%	100.0%	
Périphérique ou bidonville	Membre d'une association	Oui	Effectif	32	54	86
			% dans Sexe du répondant	9.9%	17.7%	13.7%
	Non	Effectif	292	251	543	
		% dans Sexe du répondant	90.1%	82.3%	86.3%	
	Total	Effectif	324	305	629	
		% dans Sexe du répondant	100.0%	100.0%	100.0%	

Tableau 3.8
Corrélation partielle entre genre et variables de lien social*

Variables	Contrôlant pour département (Nippes et autre)	Contrôlant pour quartier (Périphérique et autre)
A un emploi	-.111 (.000)	-.108 (.000)
Participation électorale	-.055 (.014)	-.056 (.013)
Peut compter sur autrui	-.020 (.213)	-.019 (.222)
Autrui peut compter sur soi	-.064 (.005)	-.065 (.005)
Membre d'une association	-.115 (.000)	-.116 (.000)

*Les corrélations sont négatives indiquant que de la modalité « femme » codée « 0 » à la modalité « homme » codée « 1 », l'autre variable, en moyenne, varie de « non » codée « 1 » à « oui » codée « 0 ». Le seuil de signification (test unilatéral) est indiqué entre parenthèses.

4. Lien social et groupe d'âge

Les groupes d'âge montrent des différences statistiquement significatives sur les indicateurs de lien social. Si dans l'ensemble de la population, seulement 27.7% des répondants indiquent qu'ils ont un emploi et que ce score ne varie guère dans les différentes communes, 37.3% des répondants ayant entre 26 – 55 ans mentionnent qu'ils ont un

Tableau 3.9
Indicateurs de lien social et groupe d'âge dans la population étudiée

Indicateur de lien social	Modalité	Groupe d'âge	Pourcentage	Seuil de signification
Statut d'emploi	Ayant un emploi	Moins de 26 ans	12.1% (488)	.000
		26 – 55 ans	37.3% (899)	
		Plus de 55 ans	23.3% (270)	
Se considère informé	Bien informé	Moins de 26 ans	13.9%	.000
		26 – 55 ans	17.0	
		Plus de 55 ans	10.4	
	Un peu informé	Moins de 26 ans	67.8	
		26 – 55 ans	61.4	
		Plus de 55 ans	54.9	
	Pas du tout informé	Moins de 26 ans	18.2	
		26 – 55 ans	21.6	
		Plus de 55 ans	34.7	
Vie associative	Membre d'une association	Moins de 26 ans	15.6	.000
		26 – 55 ans	12.8	
		Plus de 55 ans	4.7	
Pratique religieuse	Beaucoup	Moins de 26 ans	53.7%	.006
		26 – 55 ans	54.9	
		Plus de 55 ans	67.5	
	Parfois	Moins de 26 ans	42.7	
		26 – 55 ans	41.4	
		Plus de 55 ans	30.5	
	Pas du tout	Moins de 26 ans	3.7	
		26 – 55 ans	3.7	
		Plus de 55 ans	2.1	
Participation électorale	Ayant vote aux dernières élections	Moins de 26 ans	60.1%	.000
		26 – 55 ans	76.8	
		Plus de 55 ans	69.1	
Personne sur qui compter	Oui	Moins de 26 ans	68.2%	.000
		26 – 55 ans	49.3	
		Plus de 55 ans	45.0	
Peut compter sur vous	Oui	Moins de 26 ans	42.8%	.002
		26 – 55 ans	48.9	
		Plus de 55 ans	37.2	

emploi, et seulement 12.1% des moins de 26 ans indiquent qu'ils en ont un. Les emplois les plus courants, l'enseignement et le commerce, peuvent être plus ouverts aux adultes d'âge moyen qu'aux plus jeunes, qui peuvent manquer d'expérience et de moyens financiers.

Sur le plan de la vie associative, les moins de 26 ans accusent un score plus élevé que celui de la population dans son ensemble. Dans ce groupe d'âge, 15.6% déclarent qu'ils sont membres d'une association, contre 12.4% pour l'ensemble de la population ou 12.8% pour le groupe des « 26 – 55 ans » ou encore 4.7% du groupe des « plus 55 ans ». Les plus jeunes possèdent d'autres atouts qui pourraient expliquer qu'ils soient aussi plus actifs dans les associations. Seulement 2.7% des moins de 26 ans disent qu'ils n'ont « aucune scolarité ». Ce pourcentage atteint 14.0% dans le groupe d'âge « 26 – 55 ans » et 37.4% chez les « plus de 55 ans ». Inversement, 16.6% des moins de 26 ans indiquent qu'ils ont complété le secondaire, contre 9.6% pour les « 26 – 55 ans » et 2.8% pour les « plus de 55 ans ». Soulignons que la vie associative demeure plus importante pour les jeunes dans tous les départements et dans tous les milieux.

Chapitre IV

Confiance dans les rapports sociaux et dans les institutions

La confiance dans l'autre et dans les institutions qui structurent les rapports sociaux dans lesquels s'engagent les individus est généralement retenue comme l'une des variables culturelles les plus déterminantes dans la formation des liens sociaux au-delà du cercle restreint de la famille. La confiance permet que des regroupements d'individus d'origine différente se forment pour la création d'unités capable d'intervenir avec plus d'efficacité dans des domaines variés comme l'économique ou le politique. Elle peut se révéler décisive pour la réalisation d'objectifs collectifs, qui exigent non seulement d'importantes ressources matérielles, mais une vision partagée de ce que sont ces objectifs. Dans un contexte de migrations, qui font que des individus de différentes régions se retrouvent dans un nouvel espace qu'ils sont appelés à construire et à partager, la confiance dans l'autre et dans les institutions appelées à fournir le cadre normatif pour la gestion des rapports sociaux peut se révéler décisive.

Tableau 4.1
Confiance dans les rapports sociaux et dans les institutions

Rapports sociaux et institutions	Modalités	Pourcentages
Confiance aux gens	Beaucoup	28.1% (1670)
	Un peu	41.6
	Pas du tout	30.3
Confiance entre gens du quartier	Beaucoup	11.1 % (1575)
	Un peu	51.5
	Pas du tout	37.4
Confiance dans la société	Beaucoup	16.6% (1528)
	Un peu	36.1
	Pas du tout	47.3
Confiance dans l'État	Beaucoup	27.2% (1609)
	Un peu	23.2
	Pas du tout	49.6
Confiance dans les ONG	Beaucoup	12.8% (1606)
	Un peu	26.7
	Pas du tout	60.5
Confiance dans la MINUSTAH	Beaucoup	11.9% (1615)
	Un peu	23.5
	Pas du tout	64.6
Confiance dans l'Église	Beaucoup	68.4% (1632)
	Un peu	15.9
	Pas du tout	15.6

Nous avons développé un ensemble de questions qui nous permettent de mesurer le degré de confiance que les répondants placent dans les gens avec lesquels ils partagent leur existence, mais aussi dans les institutions qui, par définition, doivent leur fournir le cadre de leurs actions. Le tableau 4.1 montre les réponses obtenues pour l'ensemble des répondants. Il ressort des données que la méfiance constitue la norme qui régit les rapports sociaux. Plus de 70.0% des répondants placent seulement « un peu » (41.6%) ou « pas du tout » (30.3%) de confiance dans les gens de leur entourage. La même configuration des données s'observe quand nous demandons aux répondants si les gens du quartier se font confiance entre eux ou si eux-mêmes font « confiance dans la société ».

1. La confiance dans les rapports sociaux

Comment comprendre que les répondants fassent si peu de confiance aux gens de leur entourage. Un premier élément d'interprétation peut être fourni par le caractère éminemment oral des transactions qui ont cours dans les communautés haïtiennes. Généralement la confiance suppose une certaine prédisposition à affronter les incertitudes. Geert Hofstede (2001) a trouvé qu'une plus forte proportion de gens se fait mutuellement confiance dans les sociétés qui ont un faible score sur l'index de propension à éviter les incertitudes (Uncertainty Avoidance Index). Dans une société orale, la prédisposition à éviter les incertitudes devrait être relativement élevée, étant donné l'absence de traces écrites pouvant aider à fixer les termes d'un contrat. C'est la trop grande confiance qu'exige le caractère oral des transactions qui peut aussi expliquer pourquoi il peut être rare qu'une personne puisse la mériter. La méfiance résulte de la difficulté liée à la gestion de la confiance dans une société orale. Le coût de la confiance devient trop élevé. L'absence de pièces écrites fait que les contrats reposent essentiellement sur la mémoire et sur des normes relatives au respect de la parole donnée. Dans les situations migratoires, qui entraînent un relâchement de ces normes, quand les enjeux deviennent importants et que les transactions augmentent, la confiance ne suffit plus à régir les rapports sociaux où l'oralité est dominante.

Un deuxième élément d'interprétation peut être fourni par les croyances suivant lesquelles les voisins sont le plus souvent à l'origine des « mauvais sorts » dont on peut être victime. Dans le monde du commerce, des gens croient qu'un « client » peut leur soustraire de l'argent par le simple fait d'accepter d'échanger son billet en de plus petits coupons ou en des pièces de monnaie. Les croyances qui entourent le monde du commerce en Haïti sont multiples et complexes et appellent à la plus grande vigilance de la part de ceux qui le pratiquent, c'est-à-dire à la plus grande méfiance.

Tableau 4.2
Confiance dans les rapports sociaux et dans les institutions selon les Départements

Rapports sociaux et institutions	Modalité	Nippes	Sud	Grande Anse	Seuil de signi- fication
Confiance aux gens	Beaucoup	27.2%	28.7%	28.1%	.000
	Un peu	34.4	42.8	45.5%	
	Pas du tout	38.4	28.4	26.3	
Confiance entre gens du quartier	Beaucoup	14.7%	11.6%	7.7%	.000
	Un peu	38.6	48.5	65.3	
	Pas du tout	46.7	39.9	27.0	
Confiance dans la société	Beaucoup	25.5%	13.0%	13.9%	.000
	Un peu	28.0	35.3	43.3	
	Pas du tout	46.5	51.7	42.7	
Confiance dans l'État	Beaucoup	41.2%	21.3	24.3	.000
	Un peu	17.6	24.6	25.6	
	Pas du tout	41.2	54.1	50.1	
Confiance dans les ONG	Beaucoup	12.8%	12.7%	13.0%	.000
	Un peu	18.5	26.0	33.8	
	Pas du tout	68.7	61.3	53.2	
Confiance dans la MINUSTAH	Beaucoup	12.8%	12.3%	10.7%	.000
	Un peu	17.4	21.7	30.1	
	Pas du tout	69.8	66.0	59.1	
Confiance dans l'Église	Beaucoup	74.8%	71.5%	59.9%	.000
	Un peu	10.0	16.6	19.6	
	Pas du tout	15.3	11.9	20.5	

Tableau 4.3
Confiance dans les rapports sociaux et dans les institutions selon les Milieux

Rapports sociaux et institutions	Modalité	Village rural	Quartier résidentiel	Quartier périphérique	Seuil de signification
Confiance aux gens	Beaucoup	27.3%	29.0%	28.0%	.215
	Un peu	45.3	42.1	38.8	
	Pas du tout	27.3	29.0	33.1	
Confiance entre gens du quartier	Beaucoup	14.4%	10.5%	9.8%	.007
	Un peu	52.2	54.7	47.8	
	Pas du tout	33.4	34.8	42.4	
Confiance dans la société	Beaucoup	17.4%	15.6%	17.2%	.190
	Un peu	31.5	39.4	35.5	
	Pas du tout	51.1	44.9	47.3	
Confiance dans l'État	Beaucoup	29.7%	20.1%	33.2%	.000
	Un peu	20.9	27.5	20.4	
	Pas du tout	49.4	52.4	46.5	
Confiance dans les ONG	Beaucoup	11.9%	12.0%	14.4%	.000
	Un peu	24.1	29.5	25.4	
	Pas du tout	64.0	58.5	60.3	
Confiance dans la MINUSTAH	Beaucoup	10.0%	11.3%	13.7%	.072
	Un peu	20.3	26.2	22.6	
	Pas du tout	69.7	62.5	63.6	
Confiance dans l'Église	Beaucoup	71.4%	61.9%	73.6%	.000
	Un peu	11.7	20.6	13.5	
	Pas du tout	16.9	17.5	12.9	

2. La confiance dans les institutions : L'État, les ONG, la MINUSTAH et l'Église

Plus de 70.0% des répondants indiquent qu'ils font confiance seulement « un peu » (23.2%) ou « pas du tout » (49.6%) à l'État. Il s'agit d'une donnée qui réfère à la légitimité de l'État, de ses interventions et qu'on ne pourra assez souligner. Dans la mesure où l'institution étatique est responsable de la sécurité publique, de l'administration de la justice, du maintien de l'ordre social tant par des mécanismes d'intégration que de coercition, le manque ou l'absence de confiance dans l'État ne peut être que source d'instabilité. Dans le préambule d'un document de l'OCDE (2008) sur le renforcement de l'État, Richard Carey écrit qu'« il est désormais largement admis que le développement, la paix et la stabilité ont besoin d'États légitimes et efficaces, capables d'assumer des responsabilités importantes au plan international et de fournir à leur population des biens et des services indispensables, notamment la sécurité ». Dans un contexte marqué par l'éclatement des institutions traditionnelles de résolution de conflit, dû notamment aux migrations rurales, la non-reconnaissance de l'État comme institution légitime capable d'y substituer crée un vide normatif qui ne doit pas manquer d'augmenter les risques que les conflits interpersonnels se transforment en violence. Les observations que nous livre cette enquête ne sauraient trop surprendre. Elles confirment en effet les différentes analyses suivant lesquelles l'État en Haïti ne remplit pas ses fonctions par rapport aux besoins fondamentaux de la population et se présente plutôt comme un agent de répression, de corruption et d'allocation de la rente issue de l'aide internationale et des transferts des émigrés haïtiens.

Malgré l'importance des ONG (Organisations non gouvernementales) dans le pays, et la diversité des secteurs dans lesquels elles interviennent (éducation, santé, alimentation, famille ...), elles ne paraissent pas pour autant mériter la confiance de la population, si nous nous en tenons aux données de cette étude. La plupart des répondants (60.5%) disent qu'ils ne font « pas du tout » confiance aux ONG et 26.7% disent qu'ils font confiance seulement « un peu » à ces institutions. Il n'y a que 12.8% des répondants à avoir souligné qu'ils placent « beaucoup » de confiance dans les ONG. Il faut toutefois rappeler que ces données confirment la représentation des ONG dans l'opinion publique, diffusée généralement dans la presse. On ne cesse de souligner que les ONG sont les principaux bénéficiaires de l'aide internationale offerte à Haïti, l'État étant considéré inapte à l'administrer. Ceci a été le cas bien avant le séisme du 12 janvier 2010. En même temps, on semble constater l'absence ou le manque de résultats dans les conditions de vie de la population. Les ratés dans les interventions de la communauté internationale pour alléger les souffrances et les destructions causées par le séisme du 12 janvier servent généralement de référence pour souligner le manque d'efficacité des ONG. Dans l'opinion des gens, les ONG ont beaucoup contribué à créer de la distorsion dans le marché du travail et notamment de l'immobilier où la montée des prix du loyer, notamment dans les villes et surtout à Port-au-

Prince, a empiré le problème du logement, encore aggravé par la rareté entraînée par les destructions du séisme.

La MINUSTAH n'a pas mieux fait que les ONG. Plus de 85.0% des répondants disent qu'ils ne font « pas du tout » (64.6%) ou qu'ils font seulement un « peu » (23.5%) confiance à la MINUSTAH. Ils sont seulement 11.9% à maintenir qu'ils font « beaucoup » confiance à la MINUSTAH. En plus d'être perçue par la population comme une organisation possédant toutes les caractéristiques d'une super-ONG (moyens puissants, autonomie par rapport à l'État et à la société), la MINUSTAH est vue par des secteurs de la population comme une force armée d'occupation (Voir panneau publicitaire, page 50). Selon l'opinion de certaines gens, la mission de l'ONU est responsable de l'épidémie de choléra qui a frappé le pays après le séisme. Une plainte a été déposée auprès de l'institution par des milliers de gens ayant été frappés par la maladie. Ils entendent être dédommagés par les Nations Unies. La mission a également été accusée d'être impliquée dans des actes de pédophilie (Voir extrait du journal *Le Matin*, page 50). En décembre 2011, le Réseau national pour la défense des droits humains (RNDDH, 2011) a publié un rapport dans lequel il condamne l'implication des agents de la mission dans la violation de droits humains. L'organisme a noté qu'il s'agissait d'un « acte supplémentaire (souligné par le RNDDH) de violation ». Le rapport commence comme suit:

Le 14 décembre 2011, le *Réseau National de Défense des Droits Humains* (RNDDH) a reçu en son local, une plainte faisant état d'un incident au cours duquel *trois* (3) citoyens haïtiens ont été sauvagement brutalisés par des agents de *la Mission des Nations-Unies pour la Stabilisation en Haïti* (MINUSTAH).

Il y a aussi une utilisation de la mission par des politiciens voulant faire preuve de nationalisme, croyant pouvoir ainsi gagner la sympathie des couches de la population réclamant le départ de la MINUSTAH.

Paradoxalement, la présence de la MINUSTAH, une mission créée en vue de « stabiliser » le pays, constitue par elle-même un risque pour sa stabilité. La position de la communauté internationale, telle qu'elle s'est exprimée tant par des analystes intégrés au système idéologique de cette communauté que par les porte-parole des États qui la constituent, est le plus souvent en conflit avec celle exprimée par des secteurs populaires et des étudiants du pays, laquelle position est le plus souvent reprise par des politiciens en campagne électorale en quête de popularité. Le nationalisme haïtien, porté par certains leaders et groupes politiques, peut être peu soucieux de l'incapacité de l'État à contrôler ses frontières externes, favorisant ainsi le trafic des stupéfiants et certaines formes de violence. Après huit ans de présence dans le pays, la MINUSTAH est loin d'avoir créé un consensus parmi les élites politiques du pays et encore moins dans les couches populaires.

Les répondants ne placent leur confiance que dans l'institution de l'Église. Plus de 80.0% des répondants disent, en effet, qu'ils placent « beaucoup » (68.4%) ou un peu

(15.9%) de confiance dans l'institution religieuse. Il s'agit ici d'une forme de confiance fondamentale ou primordiale qui ne saurait être vue comme une compensation à l'absence de confiance dans la société ou dans ses institutions.

Soulignons enfin qu'une part relativement plus élevée de répondants dans les quartiers périphériques placent « beaucoup » de confiance dans les institutions que ceux des autres quartiers. Inversement, ils sont relativement moins nombreux à croire que les gens du quartier se font confiance. Ceci tendrait à indiquer que la méfiance dans les rapports interpersonnels pousserait les habitants à s'appuyer davantage sur les institutions. Il pourrait s'agir d'une situation de désespoir, puisque la plupart des répondants ne font tout de même pas confiance dans les institutions.



Sur la Place du Canapé-Vert à Port-au-Prince, panneau publicitaire d'un homme d'affaires et éventuel candidat à la mairie de Carrefour. On y lit : La MINUSTAH et le choléra sont des frères jumeaux (C'est du pareil au même). Non à l'occupation. (Photo par Alain Gilles)

Des soldats pakistanais sous les verrous aux Gonaïves

Des soldats pakistanais de la Minustah déployés dans la cité de l'indépendance seraient impliqués dans le viol de deux jeunes adolescents haïtiens. Selon une agence locale AAP (Agence artibonitienne de presse), des membres du contingent pakistanais de la Mission de l'ONU auraient violé au moins deux mineurs de sexe masculin.
29/01/2012



Des soldats pakistanais de la Minustah déployés dans la cité de l'indépendance seraient impliqués dans le viol de deux jeunes adolescents haïtiens. Selon une agence locale AAP (Agence artibonitienne de presse), des membres du contingent pakistanais de la Mission de l'ONU auraient violé au moins deux mineurs de sexe masculin.

L'une des victime a été entendue vendredi au Parquet de la ville des Gonaïves dans le cadre de l'enquête ouverte par la justice haïtienne. Le responsable du barreau des Gonaïves, Me Joseph Néhémie, des jeunes garçons de moins de 18 ans sont la proie des soldats de la Minustah

JCC/LM

Extrait de *Le Matin*, 29 janvier 2012 (Version en ligne).

Figure 4.1 Panneau publicitaire et coupure de presse dénonçant la MINUSTAH

3. La confiance dans les départements

Le tableau 4.2 indique que les répondants des villes ou villages que nous avons rencontrés dans les différents départements déclarent, comme l'ensemble des répondants, faire peu confiance aux individus dans leur environnement. En effet, plus de 70.0% des répondants des trois Départements disent faire seulement « un peu » ou « pas du tout » confiance aux gens de leur quartier. Les répondants des Nippes se distinguent en étant plus nombreux (38.4%) que ceux du Sud (28.4%) et de la Grand'Anse (26.3%) à indiquer qu'ils ne font « pas du tout » confiance aux gens de leur quartier. Ils sont également plus nombreux (46.7%) que les répondants du Sud (39.9%) ou ceux de la Grand'Anse (27.0) à croire que les gens de leur quartier de résidence ne se font « pas du tout » confiance. Il en ressort que la proximité du voisinage n'a pas permis le développement d'une confiance affective entre des gens qui se rencontrent régulièrement ou qui peuvent être appelés à faire face à des tâches collectives pour réduire leur vulnérabilité face à des phénomènes comme les cyclones. Ceci nous conduit à considérer les mobilités résidentielles comme un facteur pouvant empêcher le développement de relations durables entre les habitants d'un même quartier. Nous avons souligné que, par rapport aux villes des Cayes et de Jérémie, Miragoâne se distingue par l'importance relative de ses activités portuaires. De fait, la ville compte en conséquence un plus grand nombre de migrants originaires d'autres régions du pays se livrant à des activités de commerce, un secteur où les rapports interpersonnels tendent à être marqués par la suspicion ou la méfiance.

Les répondants de la région des Nippes se distinguent aussi par une plus forte confiance placée dans l'État. Les répondants se partagent par rapport à la confiance qu'ils disent placer dans l'État : ils sont 42,1% à dire qu'ils font « beaucoup » ou « pas du tout » confiance à l'État. Cette polarisation peut être dans une certaine mesure due à la migration : les répondants qui ne sont pas originaires de Miragoâne démontrent d'une plus grande confiance dans l'État qu'il n'est le cas de ceux originaires du quartier où ils résident.

4. La confiance suivant les types de milieu

On se rappellera que l'une des hypothèses de l'étude est que les quartiers périphériques ou bidonvilles, lieux d'accueil privilégiés des migrants d'origine rurale, sont caractérisés par un affaiblissement des liens sociaux et, en conséquence, par une plus faible confiance dans les rapports sociaux et dans les institutions. Le tableau 4.3 présente les données permettant de comparer les bidonvilles (ou quartiers périphériques) avec les quartiers résidentiels ou les villages, d'où certains migrants sont originaires. Des différences statistiquement significatives sont observées pour les indicateurs suivants : « confiance entre les gens du quartier », « confiance dans l'État », « confiance dans les ONG » et « confiance dans l'Église ». Pour les autres indicateurs, « confiance dans la MINUSTAH » par

exemple, la confiance est faible pour les trois types de quartiers (voir tableau 4.3). La différence significative observée en ce qui concerne le seul indicateur relatif aux rapports sociaux montre que 90.2% répondants des quartiers périphériques indiquent que les gens du quartier se font « un peu » (47.8%) ou « pas du tout » (42.4%) confiance. Pour les répondants des quartiers résidentiels, 89.5% disent que les gens du quartier se font « un peu » (54.7%) ou « pas du tout » (34.8%) confiance. Dans les villages, les répondants pensent que les gens se font confiance « un peu » (52.2%) ou « pas du tout » (33.4%). Les répondants des villages sont relativement plus nombreux (14.4%) à penser que les gens se font « beaucoup » confiance: 10.5% pour les répondants des quartiers résidentiels et 9.8% pour les répondants des quartiers périphériques.

Il en ressort que, dans l'ensemble, et comme nous l'avons vu, la plupart des répondants ne pensent pas que les gens habitant leur quartier se font confiance. La confiance peut manquer pour des initiatives exigeant une forte collaboration. Néanmoins, ceux des quartiers périphériques sont plus enclins à croire que les rapports entre les gens sont caractérisés par une absence de confiance.

5. Confiance, genre et groupe d'âge

Entre les hommes et les femmes, pour ce qui est des rapports sociaux, des différences significatives (seuil égal ou inférieur à .05) sont observées pour : la « confiance faite aux gens » : en proportion plus d'hommes (31.3%) que de femmes (25.1%) disent faire confiance aux gens de leurs quartiers. Plus d'hommes (19.8%) que de femmes (13.4%) placent une confiance dans leur quartier, pris comme société. Il s'agit de relation faible, en ce sens que la différence observée entre les hommes et les femmes paraît négligeable, mais toutefois significative, dans le sens où cette différence, si faible soit-elle, pourrait avoir un caractère systématique au lieu d'être dû au seul hasard.

Sur le plan de la confiance placée dans les institutions, la seule différence significative observée entre les hommes et les femmes est relative à la confiance placée dans la MINUSTHA : 13.7% d'hommes contre 10.1% de femmes indiquent faire « beaucoup » confiance à la MINUSTAH. La différence est donc faible. Il peut cependant s'agir d'une différence structurée par des représentations reliées à d'autres enjeux sur lesquels les hommes et les femmes diffèrent. Les femmes par exemple peuvent être plus sensibles aux accusations d'abus sexuels portées contre la MINUSTAH ou encore, les hommes, plus que les femmes, peuvent avoir des préoccupations politiques liées à la question de la souveraineté. Les hommes comme les femmes, comme le montre le tableau 4.4 ci-après, placent cependant une faible confiance dans l'État et dans les ONG. En revanche, et les hommes et les femmes placent une grande confiance dans l'Église.

Tableau 4.4
Genre et confiance dans les institutions

Institutions	Modalité	Femme	Homme	Seuil
Confiance dans l'État	Beaucoup	25.3%	29.0%	.260
	Un peu	24.1	22.5	
	Pas du tout	50.6	48.5	
Confiance dans les ONG	Beaucoup	11.0%	14.6%	.075
	Un peu	26.5	26.9	
	Pas du tout	62.5	58.4	
Confiance dans la MINUSTAH	Beaucoup	10.1%	13.7%	.044
	Un peu	22.8	24.2	
	Pas du tout	67.1	62.1	
Confiance dans l'Église	Beaucoup	69.6%	67.3	.464
	Un peu	15.9	16.1	
	Pas du tout	14.5	16.7	

En ce qui concerne les groupes d'âge, une différence significative est observée pour ce qui est de la confiance faite aux gens. Une proportion relativement plus importante de jeunes (31.1% des moins de 26 ans) fait « beaucoup » confiance aux gens de leur quartier que cela n'est le cas des 26 – 55 ans (26.2%) ou des répondants de plus de 55 ans (29.9%). Pour ce qui est de la confiance mutuelle exprimée en rapport aux gens d'un même quartier, aucune différence significative n'est observée entre les groupes d'âge. Dans les trois groupes d'âge, plus d'un tiers pense que les gens ne se font pas du tout confiance. Par rapport à la confiance placée dans la société, 57.1% des répondants de plus de 55 ans disent ne « pas du tout » y faire confiance. Les moins de 26 ans pensent de la même façon à 43.4% et 46.6% des 25 – 55 ans ne font « pas du tout » confiance à la société dans son ensemble.

À l'exception du cas des ONG, il n'existe pas de différence significative entre les différents groupes d'âge en ce qui concerne la confiance placée dans les institutions. Dans les trois groupes d'âge, comme dans l'ensemble de la population étudiée, environ 50.0% des répondants disent faire « beaucoup » ou « un peu » confiance à l'État. Les autres 50.0% disent ne « pas du tout » faire confiance à l'institution étatique. La confiance dans les ONG est plus faible pour les trois groupes d'âge. Elle est plus faible pour le groupe d'âge des plus de 55 ans. La confiance dans la MINUSTAH est encore plus faible : plus de 60.0% dans les trois groupes d'âge disent ne « pas du tout » faire confiance à la MINUSTAH. De manière constante, l'Église est la seule institution à recevoir la confiance des répondants. Dans les trois groupes d'âge, plus de 65.0% des répondants disent placer « beaucoup » de confiance dans l'Église.

Tableau 4.5
Groupe d'âge et confiance dans les institutions

Institutions	Modalités	Moins de 26 ans	26 – 55 ans	Plus de 55	Seuil
Confiance dans l'État	Beaucoup	25.5%	27.8%	28.2	.524
	Un peu	26.0	22.2	21.2	
	Pas du tout	48.5	50.0	50.6	
Confiance dans les ONG	Beaucoup	11.1%	14.9%	9.1%	.044
	Un peu	27.9	26.6	24.1	
	Pas du tout	60.9	58.5	66.8	
Confiance dans la MI-NUSTAH	Beaucoup	9.9%	13.6%	9.8%	.169
	Un peu	25.5	22.1	23.8	
	Pas du tout	64.6	64.3	66.4	
Confiance dans l'Église	Beaucoup	68.7%	67.5%	72.2%	.106
	Un peu	17.1	16.9	10.4	
	Pas du tout	14.2	15.6	17.4	

C'est dans l'ensemble une population dans laquelle la confiance est faible. De plus, la confiance dans les gens n'est pas plus forte que celle placée dans les institutions. Il est important de souligner que dans presque chaque cas, et avec pour seule exception l'Église, les répondants qui ne font « pas du tout » confiance atteignent ou dépassent les 50.0%. Mais rappelons que la confiance dans l'Église est de nature asociale, en ce sens que la confiance dans un Être suprême placé au-dessus des transactions de la vie de tous les jours ne reflète pas l'état de la cohésion sociale.

Chapitre V

LA REPRÉSENTATION DE LA VIOLENCE

Des conflits, aux troubles, à la violence

L'une des caractéristiques des conflits ou des troubles sociaux faisant partie du quotidien de certaines communautés et de même des violences qui peuvent en résulter est leur nature de « fait divers ». Leur caractère continu ou répétitif en fait des événements banals. Le processus qui conduit aux conflits ou aux violences est tout à fait intériorisé par les personnes qui y sont exposées et qui surtout doivent y avoir recours pour résoudre leurs moindres différends avec le plus souvent des proches, des parents ou des voisins de quartier.

La question sur l'existence de troubles de nature collective, familiale ou interpersonnelle dans les quartiers montre que pour un grand nombre des répondants, de tels incidents ne se produisent pas dans les quartiers qu'ils habitent. Cependant il n'est tout de même pas négligeable que 33.8% des répondants reconnaissent que des troubles se produisent dans leur environnement. Pour ceux-là qui reconnaissent ces troubles, 40.9% soutiennent qu'ils se transforment en violence.

La plupart de ces troubles se développent dans le cadre de relations personnelles impliquant des membres d'une même famille (29.9%) ou circonscrits au quartier (40.4%) ou à la ville (21.8%). Seulement 7.9% des répondants indiquent que les troubles qui se produisent dans leurs quartiers peuvent avoir une portée régionale ou nationale. Les violences qui accompagnent ces troubles entraînent le plus souvent des pertes de vie.

Tableau 5.1
Pourcentage de répondants ayant reconnu l'existence de troubles dans leur quartier par Département

Existence de troubles dans quartier	Département			Total
	Nippes	Sud	Grand'Anse	
Oui	199	206	156	561
	46.4%	30.2%	28.3%	33.8%
Total	429	681	551	1661
	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%

Le tableau 5.1 montre la répartition des répondants par département sur la question de l'existence de troubles sociaux. Miragoâne, dans les Nippes, l'emporte avec 46.4% des répondants sur les Cayes et Chantal dans le Sud, dont 30.2% des répondants indiquent

l'existence de troubles et sur Jérémie et Abricôts de la Grand'Anse, dont 28.3% des répondants font état de trouble dans leurs quartiers.

Tableau 5.2
Pourcentage de répondants ayant reconnu l'existence de troubles sociaux dans leur quartier dans les villes et les villages

Existence de troubles dans quartier	Ville ou Village						Total
	Miragoâne	Chalon	Cayes	Chantal	Jérémie	Abricôts	
Oui	129 41.0%	70 61.4%	179 31.3%	27 24.8%	117 28.2%	39 28.7%	561 33.8%
Total	315 100.0%	114 100.0%	572 100.0%	109 100.0%	415 100.0%	136 100.0%	1661 100.0%

Le cas de la zone rurale de Chalon, qui partage avec Miragoâne, la même section communale de même nom, mérite d'être souligné, comme le montre le tableau 5.2. L'existence de troubles est signalée par 61.4% des répondants de la zone. Ceci contraste nettement avec les données obtenues à Chantal dans le Sud (24.8%) et Abricôts dans la Grand'Anse (28.7%), qui sont des centres urbains de moins de 10 000 habitants, suivant les données de l'Institut haïtien de statistique. Les mouvements de population font que la population de Chalon tend à se concentrer à l'entrée de Miragoâne, qui, par ses activités portuaires, constitue un pôle commercial en pleine expansion démographique. Chalon perd progressivement son caractère rural et fait probablement l'expérience de conflits interpersonnels qui caractérisent les zones de commerce.

Tableau 5.3
Transformation des troubles en violence selon les départements

Transformation des troubles en violence	Département			Total
	Nippes	Sud	Grand'Anse	
Oui	80 41.0%	77 39.1%	74 42.8%	231 40.9%
Total	195 100.0%	197 100.0%	173 100.0%	565 100.0%

Le tableau 5.3 montre la probabilité que les troubles se transforment en violence dans les sites de l'enquête suivant les départements. Il fait ressortir l'importance de la Grand'Anse comme région. La désagrégation des données dans le tableau 5.4 met en évidence le caractère urbain de la violence. Dans tous les départements, la probabilité que les

troubles se transforment en violence est plus élevée dans les centres urbains que dans les zones rurales (Chalon) ou les villages de moins de 10 000 habitants (Chantal, Abricôts).

Tableau 5.4
Transformation des troubles en violence suivant les sites de l'enquête

Transformation des troubles en violence	Ville ou village						Total
	Miragoâne	Chalon	Cayes	Chantal	Jérémie	Abricôts	
Oui	67	13	69	8	57	17	231
	52.8%	19.1%	40.1%	32.0%	44.2%	38.6%	40.9%
Total	127	68	172	25	129	44	565
	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%

On remarquera cependant que Miragoâne (dans les Nippes) se démarque des autres villes (Cayes et Jérémie), ce qui renverse l'observation indiquée par le tableau 5.3 qui montre que la probabilité que les troubles se transforment en violence est même légèrement plus élevée dans la Grand'Anse que dans les Nippes.

Les tableaux 5.5 et 5.6 mettent en relief l'importance relative des quartiers périphériques ou bidonvilles dans l'occurrence des troubles et dans la probabilité ceux-ci se transforment en violence. Dans les quartiers périphériques, 44.6% des répondants mentionnent l'existence de troubles. Le cas « village rural » est certainement affecté par le fait que Chalon, une zone rurale, est située à proximité de Miragoâne.

Tableau 5.5
Existence de troubles sociaux suivant le milieu

Existence de troubles dans quartier	Type de milieu			Total
	Village rural	Quartier résidentiel	Périphérique ou bidonville	
Oui	136	134	287	557
	37.3%	20.8%	44.6%	33.7%
Total	365	643	643	1651
	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%

Le tableau 5.6 fait ressortir que même s'il existe plus de troubles sociaux dans les quartiers périphériques, la probabilité que ces troubles évoluent en violence, encore plus

forte dans ces quartiers (47.7%), est aussi relativement forte dans les quartiers résidentiels (40.6%).

Tableau 5.6
Transformation des troubles selon le milieu

Transformation des troubles en violence	Type de milieu			Total
	Village rural	Quartier résidentiel	Périphérique ou bidonville	
Oui	38	58	134	230
	27.7%	40.6%	47.7%	41.0%
Total	137	143	281	561
	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%

Les conclusions qui peuvent être dégagées sont que les troubles sociaux demeurent aussi bien un phénomène urbain qu'un phénomène de village, mais qu'ils peuvent devenir très importants dans une zone commerciale où se manifeste un important mouvement de population. Ainsi, dans le Sud, les Cayes ne se distinguent pas trop de Chantal et, dans la Grand'Anse, Jérémie se distingue encore moins des Abricôts quant à l'occurrence de troubles sociaux dans les quartiers. Miragoâne et Chalon constituent un cas qui se démarque des autres communautés. Il s'agit d'un même ensemble de population duquel se détache un centre urbain, Miragoâne. L'autre partie, Chalon, est encore classifiée comme zone rurale. La dynamique commerciale les rapproche cependant. Les troubles sociaux sont mentionnés par un nombre important de répondants dans cette région.

La deuxième observation est que la transformation des troubles sociaux en violence est plus probable dans une zone urbaine que dans un village. Il est plus probable que les troubles sociaux évoluent en violence aux Cayes qu'à Chantal, et aussi plus probable à Jérémie qu'aux Abricôts. Ceci se confirme aussi dans les Nippes avec Miragoâne et Chalon.

La troisième conclusion est que le quartier périphérique ou le bidonville, quand on les oppose aux quartiers résidentiels ou aux villages, se distingue tant par le fait que les troubles sociaux sont plus courants que par la plus forte probabilité que les troubles se transforment en violence.

Nous terminons ce chapitre par des considérations sur la nature de la violence qui fait partie du quotidien de nos répondants et sur la spécificité de la région des Nippes.

1. Une violence personnelle, culturelle et structurelle

Comme nous l'avons souligné au début de cette étude, Haïti est plutôt connu pour sa violence politique, celle dérivée de conflits dont les enjeux sont le pouvoir politique, et les acteurs, les leaders de groupes politiques, les notables des régions, les États de la communauté internationale et les masses urbaines instrumentées et instrumentalisées. Il existe cependant en Haïti, une violence sociale, qui, comme la violence politique, peut être directe ou personnelle, structurelle et culturelle, pour reprendre les termes d'analyse de Johan Galtung (1969, 1990).

La violence décrite par nos répondants est directe ou personnelle, dans le sens qu'elle affecte les victimes dans leur corps, ce sont des victimes de jets de pierre, de tessons de bouteille, des femmes ou des enfants maltraités, des femmes victimes de viol. Mais cette violence est aussi autodestructrice en ce sens qu'elle détruit des rapports sociaux dans lesquels s'insèrent les acteurs eux-mêmes. La violence conjugale affecte en effet non seulement les personnes qui en sont directement les victimes, elle affecte aussi l'acteur, alors qu'il se retrouve privé d'une structure nécessaire à son propre épanouissement. La violence dans les quartiers entraîne la destruction de rapports sociaux nécessaires à la construction de la confiance et du capital social. En ce sens, la relation entre la violence directe et la violence structurelle est symétrique. La violence dans les quartiers est aussi localisée, elle est circonscrite à un voisinage et a peu d'impact au-delà de la ville ou même du quartier.

La violence mentionnée par les répondants est aussi culturelle car elle est portée par des valeurs qui placent les femmes et les enfants dans des rapports de soumission. L'usage de la force, sans être nécessairement valorisé dans tous les cas, peut cependant créer des situations de fait considérées acceptables, même si les conséquences désastreuses qu'elle entraîne pour la vie et le bien-être des personnes, pour la garantie des propriétés individuelles peuvent être rejetées. Les gains matériels ou de prestige, le plaisir que procure l'usage de la force ne sont pas réprouvés. Les conflits en Haïti présentent généralement une structure à somme nulle. On est gagnant ou perdant. La culture de la violence trouve un terrain favorable à son développement, car pour les gens des quartiers défavorisés, les actes violents sont parfois les seuls moyens par lesquels ils peuvent réussir par faire passer certaines revendications. La responsabilité de l'État vis-à-vis des individus, du bien-être de ses citoyens, n'est pas une caractéristique du rapport existant entre l'État et la société.

La violence décrite par nos répondants est aussi structurelle. Nous l'avons vu, la perception de la violence est plus prononcée dans les quartiers périphériques, connus généralement sous le nom de bidonvilles ou de slums. Dans ces quartiers, les conditions de vie portent la marque des inégalités et de l'injustice sociale. La relation entre la perception du niveau de violence et le type de quartier se renforce pour les répondants ayant déclaré qu'ils sont sans emploi, mais se maintient pour ceux qui disent qu'ils ont un emploi.

2. La région des Nippes : Incidence probable des activités portuaires

Le cas de la région des Nippes, notamment de Miragoâne où l'enquête a été réalisée, souligne l'importance des activités portuaires dans la production de troubles sociaux et de la transformation de ces derniers en violence. Les ports sont des lieux qui facilitent la contrebande et sont le lieu d'un mélange des populations. Dans un cadre peu régulé où même les pratiques administratives ne se plient aux lois existantes, les risques de conflits ou de violence sont relativement élevés. La figure 5.1 montre les infrastructures portuaires relativement importantes que la commune a héritées de la compagnie Reynolds qui y a exploité des mines de bauxite. L'importation d'objets manufacturés, de véhicules, d'appareils électroménagers ou électroniques usagés attirent des commerçants de partout. Comme le montre le tableau 5.7, seulement 32.6% des répondants touchés par l'enquête à Miragoâne disent qu'ils sont de la région, ce pourcentage s'élève à 40.8% et à 46.9% respectivement pour la région des Cayes et de Jérémie.

Tableau 5.7
Pourcentage de répondants ayant déclaré
qu'ils sont originaires de leur quartier de résidence

Département	% déclarant être originaire du quartier
Grand'Anse (Jérémie, Abricôts)	46.9 (559)
Nippes (Miragoâne, Chalon)	32.6 (430)
Sud (Les Cayes, Chantal)	40.8 (688)



Figure 5.1
Port de Miragoâne (l'ancien port de la Reynolds) où sont débarquées
des marchandises usagées importées principalement de Miami ou d'autres villes des États-Unis.
(Photo : Mackenson Thelisma)

Tableau 5.8
Transformation des troubles en violence selon les types de quartier par Département

Département				Type de milieu			Total
				Village rural	Quartier résidentiel	Périphérique ou bidonville	
Nippes	Transformation des troubles en violence	Oui	Effectif	13	24	42	79
			% dans Type de milieu	19.1%	54.5%	52.5%	41.1%
	Non	Effectif	55	20	38	113	
		% dans Type de milieu	80.9%	45.5%	47.5%	58.9%	
	Total	Effectif	68	44	80	192	
		% dans Type de milieu	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	
Sud	Transformation des troubles en violence	Oui	Effectif	8	17	52	77
			% dans Type de milieu	32.0%	35.4%	42.3%	39.3%
	Non	Effectif	17	31	71	119	
		% dans Type de milieu	68.0%	64.6%	57.7%	60.7%	
	Total	Effectif	25	48	123	196	
		% dans Type de milieu	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	
Grand'Anse	Transformation des troubles en violence	Oui	Effectif	17	17	40	74
			% dans Type de milieu	38.6%	33.3%	51.3%	42.8%
	Non	Effectif	27	34	38	99	
		% dans Type de milieu	61.4%	66.7%	48.7%	57.2%	
	Total	Effectif	44	51	78	173	
		% dans Type de milieu	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	

Le tableau 5.8 montre que la relation entre la possibilité que les troubles se transforment en violence et le type de quartier n'est significative que pour la région des Nippes. Soulignons en premier lieu que tant dans les quartiers périphériques que dans les quartiers résidentiels, la probabilité que les troubles se transforment en violence dépasse les 50.0% dans la région des Nippes. Ceci doit être dû à l'effet conjugué des mouvements de population et des variables de lien social. Dans le Sud et la Grand'Anse, nous observons une différence entre les quartiers périphériques et les quartiers résidentiels, dans le sens que dans les premiers (quartiers périphériques), la probabilité que les troubles donnent lieu à de la violence y est plus forte.

Les Nippes se singularisent également par la nature des enjeux des troubles sociaux. Pour les répondants ayant reconnu l'existence de troubles dans leur quartier, le tableau 5.9 indique que les enjeux sont d'abord de nature collective, mais à portée locale (46.2%) et ensuite de nature personnelle ou familiale (37.2%). Avec 63.8% des répondants pensant que les troubles dans la région des Nippes (Miragoâne) sont dus à des enjeux collectifs, la région est la seule à dépasser la moyenne de l'ensemble (46.2%) en ce qui concerne les troubles dus à des enjeux de nature impersonnelle.

Tableau 5.9
Enjeux des troubles sociaux selon les départements

Enjeu des troubles		Département			Total
		Nippes	Sud	Grand'Anse	
Enjeux personnels	Effectif	37	47	64	148
	% dans Nom du Département	26.8%	49.0%	39.0%	37.2%
Enjeux collectifs à portée locale	Effectif	88	24	72	184
	% dans Nom du Département	63.8%	25.0%	43.9%	46.2%
Enjeux collectifs à portée de la ville	Effectif	3	2	3	8
	% dans Nom du Département	2.2%	2.1%	1.8%	2.0%
Enjeux collectifs à portée régionale	Effectif	0	0	3	3
	% dans Nom du Département	.0%	.0%	1.8%	.8%
Enjeux collectifs à portée nationale	Effectif	10	23	22	55
	% dans Nom du Département	7.2%	24.0%	13.4%	13.8%
Total	Effectif	138	96	164	398
	% dans Nom du Département	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%

Conclusion

Les données recueillies auprès de l'ensemble des communautés étudiées ont fait ressortir la faiblesse des liens sociaux et du niveau de confiance. Les différences observées d'une part entre les Départements, et d'autre part entre les quartiers sont généralement des différences existant entre niveaux de faiblesse. Si tel est le cas, par exemple, qu'une part relativement plus importante des répondants de la Grand'Anse (Jérémie et Abricôts) indiquent avoir un emploi par rapport aux répondants des Nippes ou du Sud, il n'en demeure pas moins que seuls 28.6% des répondants de la Grand'Anse indiquent avoir un emploi.

Cette remarque vaut notamment pour les indicateurs de lien social vertical, c'est-à-dire les indicateurs de liens qui indiqueraient la sortie d'un individu de son environnement social immédiat: statut d'emploi, vie associative et accès à l'information. Tel n'est cependant pas le cas pour les indicateurs de lien social horizontal ou primaire, ces liens naturels qui lient les individus entre eux. La pratique religieuse est élevée. Mais il s'agit d'un indicateur qui donne un sens du rapport de l'individu à l'au-delà, qui, dans certains contextes sociaux, peut même être un signe de la faiblesse du social. La pratique religieuse peut être vue comme « un appel au secours » devant l'abandon auquel fait face un individu. Dans ce cas, elle peut être d'autant plus forte que le sentiment d'abandon est élevé. La participation électorale est aussi élevée. Il ne s'agit certainement pas d'une participation liée à l'affiliation à une institution politique, comme les partis, les syndicats ou à des clubs sociopolitiques. Il faut comprendre cette participation au travers des formes de rapport qui existent entre les élites et les masses en Haïti, au travers du rôle primordial des « leaders naturels » des communautés dans les quartiers périphériques comme relais.

La faiblesse des relations n'empêche cependant pas qu'elles soient, dans certains cas, significatives dans le sens statistique du terme. Nous avons par exemple trouvé que pour les répondants des bidonvilles, la probabilité de l'existence de troubles sociaux dans leurs quartiers est plus élevée que pour les répondants des autres quartiers. Cette différence dans la probabilité des troubles et dans la probabilité que les troubles se transforment en violence est notamment due à la différence dans les liens sociaux de type vertical. Les liens sociaux verticaux sont plus faibles dans les quartiers périphériques que dans les autres quartiers.

La confiance dans les rapports sociaux et dans les institutions est généralement faible. Dans les bidonvilles, cependant, la confiance dans les rapports sociaux est plus faible que dans les autres quartiers. La confiance dans les institutions y est par contre plus forte. La plus forte confiance dans les institutions n'a toutefois pas empêché que les quartiers périphériques fassent face à plus de troubles sociaux et à plus de violence. On peut dès lors dire que la confiance dans les rapports sociaux pourrait donc être un plus fort déterminant de la cohésion sociale que la confiance dans les institutions.

Nous avons aussi vu que les activités de commerce liées à un port ouvert sur l'extérieur donnent lieu à d'importants mouvements de population, qui ne peuvent être considérés comme des mouvements résultant de migrations rurales. Cette situation est génératrice de troubles, qui, dans un contexte urbain, tendent à se transformer très probablement en violence. La plus forte présence de conflits dans la région des Nippes, et la plus forte probabilité que les troubles se transforment en violence est en partie due à la présence d'activités portuaires qui ont donné lieu à un important commerce de produits importés attirant des gens de toutes parts du pays. Le quartier connu sous le nom de cité Gonâve à Miragoâne est réputé être une « cité » habitée en très grande partie par des migrants originaires de l'île de La Gonâve.

En termes de recommandations, il conviendrait de penser à des initiatives pouvant renforcer le tissu social et élever le niveau de confiance que les gens placent dans leur environnement social et dans les institutions. La confiance dans les institutions est en effet une condition nécessaire pour que l'État puisse agir avec légitimité comme agent régulateur des rapports sociaux ayant le monopole de la violence. Nous avons vu que l'enseignement privé et le commerce de biens importés sont les activités les plus mentionnées par les moins de 30.0% qui, dans notre étude, disent qu'ils ont un emploi. Il s'agit d'activités de services supposant que le pays dépend de transferts de revenus. Des activités de production requièrent plus de coopération dans la planification et la gestion. Il conviendrait donc d'encourager de telles activités à travers des initiatives nécessitant des mises en commun de fonds. Les coopératives de production, dans un pays où le capital est rare, devraient elles aussi être encouragées.

Le leadership politique devrait se renouveler dans ses rapports aux masses des bidonvilles en particulier. De tels changements peuvent se révéler difficiles dans un pays où le pouvoir politique constitue un enjeu majeur, dû à la faiblesse de l'économie. L'État en Haïti occupe une place centrale dans l'allocation de l'aide internationale, qui devient une source de rente dans le pays. La lutte autour du pouvoir est une lutte sans merci, entraînant la mobilisation des masses dans des actes de violence. Le changement dans les rapports entre les élites politiques et les masses requiert un encadrement des groupes politiques aux fins de produire un leadership de rupture. De telles initiatives ont existé dans le passé, or nous ne savons pas si cette dimension a été prise en compte. Pour plus d'objectivité et de légitimité, de telles initiatives devraient être fondées sur des résultats de recherche. De plus, il serait primordial que ces résultats émanant de la recherche soient produits sous des formes accessibles aux groupes et aux individus impliqués dans la politique haïtienne.

La MINUSTAH constitue un dilemme. Le potentiel de violence reste fort dans le pays. La Police nationale, selon différentes estimations, ne peut encore faire face aux multiples problèmes de sécurité interne et externe. Les cas d'enlèvement se multiplient. Les frontières restent poreuses. Le gouvernement actuel a avancé l'idée d'une nouvelle force armée. Les réactions de la communauté internationale, qui devrait accompagner le gouver-

nement dans la mise en place d'une telle force, sont plutôt négatives, autant qu'il est possible de le déduire des déclarations publiques. La MINUSTAH semble encore être une nécessité. Elle n'a cependant pas la confiance de la population pour de multiples raisons, comme cette étude l'a montré et attesté dans la presse. Des agents de la mission sont accusés de violation de droits humains. La confiance ne saurait sans nul doute provenir d'une population caractérisée par une faible cohésion sociale.

Références citées

- BOURDIEU, Pierre (1998), *La domination masculine*, Paris : Seuil.
- DAVIS, Mike (2006), *Le pire des mondes possibles. De l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris : La Découverte.
- DESMULIER, Delphine (2002) « Lien social », *Sciences Humaines* (Hors-série), No 38, Sept.-nov.
- DIEDERICH, Bernard (2005), *Le prix du sang. La résistance du peuple haïtien à la tyrannie* (Tome 1 : François Duvalier 1957 – 1971), Port-au-Prince : Henri Deschamps.
- DIEDERICH, Bernard (2011), *Le prix du sang. Jean-Claude Duvalier : 1971 – 1986. L'héritier*, (Tome II), Port-au-Prince : Henri Deschamps.
- ELIADE, Mircea (1971), *La nostalgie des origines. Méthodologie et histoire des religions*, Paris : Gallimard.
- EVANS, Peter R., D. RUESCHEMEYER, and T. SKOCPOL (eds), (1985), *Bringing the State Back In*, New York: Cambridge University Press.
- FUKUYAMA, Francis (1995), *Trust. The Social Virtues and the Creation of Prosperity*, New York: Free Press.
- GABORIT, Pascaline (2009), *Restaurer la confiance après un conflit civil*, Paris : L'Harmattan.
- GAILLARD, Roger (1987), *Les Blancs débarquent 1914-1915. Les cent-jours de Rosalvo Bobo ou Une mise à mort politique*, Port-au-Prince : Le Natal.
- GALTUNG, Johan (1969), "Violence, Peace, and Peace Research", *Journal of Peace Research*, Vol. 6, No. 3, pp. 167-191.
- GALTUNG, Johan (1990), « Cultural Violence », *Journal of Peace Research*, Vol. 27, No. 3, pp. 291-303.
- GILLES, Alain (2008), *État, conflit et violence en Haïti. Une étude dans la région de l'Artibonite*, Port-au-Prince : Centre d'Études sur le Développement des Cultures et des Sociétés (CEDCS).
- GILLES, Alain (2012, à paraître), « La raison rentière », *Rencontre* (Revue du Centre de Recherche et de Formation Economique et Sociale pour le Développement, CRESFED).
- HECTOR, Michel et Laënnec HURBON (2009), « Les fondations », in Michel Hector et Laënnec Hurbon (sous la dir.), *Genèse de l'État haïtien (1804 – 1859)*, Port-au-Prince : Éditions Presses Nationales d'Haïti (Collection Mémoire vivante).

- HEINL, Robert Debs et HEINL, Nancy G. (1996), *Written in Blood: The Study of the Haitian People 1492-1995* (2e édition), New York: University Press.
- HOFSTEDE, Geert (2001), *Culture's Consequences. Comparing Values, Behaviors, Institutions and Organizations across Nations*, California, Sage.
- HOMANS, George, (1964) « Bringing Men Back In », *American Sociological Review*, Vol. 29, No 6, (December), pp. 809-818.
- HURBON, Laënnec (2004), *Religion et lien social. L'Église et l'État moderne en Haïti*, Paris : Cerf.
- JOINT, Louis Auguste (2006), *Système éducatif et inégalités sociales en Haïti. Le cas des écoles catholiques*, Paris: L'Harmattan.
- LUHMANN, Niklas (2006), *La confiance. Un mécanisme de réduction de la complexité sociale* (Traduit de l'allemand par Stéphane Bouchard), Paris : Economica.
- LUNDAHL, Mats (1989), "History as an obstacle to change: The case of Haiti", *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, Vol. 31, No. 1 / 2, pp. 1- 21.
- MENDRAS, Henri (2001), « Le lien social en Amérique et en Europe », *Revue de l'OFCE*, no. 76, janvier.
- MINTZ, Sidney (1995), "Can Haiti Change?", *Foreign Affairs*, Vol. 74, No. 1 (Jan. – Feb.), pp. 73 – 86.
- OCDE (2008), *Concepts et dilemmes pour le renforcement dans les situations de fragilité. De la fragilité à la résilience*, OCDE.
- ONG, Walter J. (1982), *Orality and Literacy. The Technologizing of the World*, London and New York: Routledge.
- PAUGAM, Serge (2008), *Le lien social*, Paris : Presses Universitaires de France (Collection Que sais-je).
- PEYREFITTE, Alain (1998), *La société de confiance. Essai sur les origines du développement*, (Nouvelle édition), Paris : Odile Jacob.
- REEMTSMA, Jan Philipp (2012), « Les racines de la violence : réflexion sur les mécanismes de la barbarie » (traduit de l'allemand par Diane Gilly), www.lemonde.fr/idees/article/2012/03/24... (consulté le 25 mars 2012).
- REEMTSMA, Jan Philipp (2011), *Confiance et violence. Essai sur une configuration particulière de la modernité*, (Traduit de l'allemand par Bernard Lortholary), Paris : Gallimard.
- Réseau National de Défense des Droits Humains, RNDDH, (2011), « Le RNDDH condamne l'implication des agents de la MINUSTAH dans un acte supplémentaire de violation de droits humains », <http://rnddh.org/content/uploads/2012/04/Minustah-trois-individus-battus-2011.pdf>.
- ROSANVALLON, Pierre (1990), *L'État en France. De 1789 à nos jours*, Paris : Seuil.

- SEN, Amartya (2003), *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*, Paris: Odile Jacob.
- SIMMEL, Georg (2010), *Sociologie. Études sur les formes de la socialisation* (traduit de l'allemand par Lilyane Deroche-Gurcel et Sibylle Muller), Paris: Presses Universitaires de France.
- TROUILLOT, Michel-Rolph (1990), *Haiti. State against Nation. The Origins and Legacy of Duvalierism*, New York: Monthly Review Press.
- TURNIER, Alain (sd), *Quand la nation demande des comptes*, [Port-au-Prince] : Le Natal.
- WACQUANT, Loïc (2005), *Parias urbains. Ghetto, banlieues, État*, Paris : La Découverte.
- WRONG, Dennis H. (1961), "The Oversocialized Conception of Man in Modern Sociology", *American Sociological Review*, Vol. 26. No. 2 (April), pp. 183-193.
- WORLD BANK (The) (2006), *Haiti. Social Resilience and State Fragility in Haiti. A Country Social Analysis*, Washington: The World Bank.
- World BANK (The) (2011), *World Development Report 2011. Conflict, Security, and Development*, Washington: The World Bank.
- ZIMMER, Annette and Matthias FREIZE, (2006), "Bringing Society Back In: civil society, social capital, and third sector". *NEZ Münster* URL cited on 20 December 22: febpdf21. http://nez.uni-muenster.de/download/CONNEX_22.feb.pdf.

Lien Social, conflit et violence en Haïti

Cette étude constitue la deuxième partie d'un projet de recherche de plus grande envergure traitant de la violence et des modèles locaux de gestion des conflits en Haïti. Le projet, qui a débuté en 2007, est mené en coopération entre le Peace Research Institute Oslo (PRIO) et le Centre d'Études sur le Développement des Cultures et Sociétés (CERDECS), en Haïti. Tandis que la première partie du projet porte essentiellement sur la violence politique, la présente traite des rapports sociaux quotidiens dans un ensemble de communautés afin de mettre en évidence les facteurs qui permettent de mieux comprendre la récurrence de la violence politique. Notre point de départ est l'urbanisation intense dont le pays a fait l'expérience, et qui a conduit à la formation de bidonvilles, de cités ou

de quartiers périphériques autour des centres urbains. Ces communautés sont le lieu où se développent un ensemble de processus sociaux qui prédisposent leur population à participer à des manifestations politiques violentes. Les résultats de la recherche montrent que la faiblesse des liens sociaux et l'absence de confiance dans les rapports sociaux et dans les institutions telles que l'État, les ONG et la MINUSTAH, sont des caractéristiques que partagent la plupart des communautés: bidonvilles, centres de résidence urbaine ou villages ruraux. Toutefois, dans les bidonvilles, la faiblesse sur les indicateurs de liens sociaux verticaux relatifs aux liens entre des individus de milieux sociaux ou de quartiers différents, est plus prononcée. Ceci entraîne à terme que la probabilité que les

conflits se transforment en violence s'avère plus forte. En termes de recommandation, il conviendrait de penser à mettre en place des initiatives ayant pour but de renforcer la cohésion sociale et le niveau de confiance sociale au sein des communautés. Les classes dirigeantes devraient réévaluer leur rapport aux masses urbaines. Ceci requiert que les groupes politiques soient conscients des enjeux auxquels ils font face et qu'ils se montrent prêts à prendre les risques occasionnés par une certaine rupture. Par le passé, des initiatives d'encadrement des partis politiques ont été entreprises. De telles initiatives gagneraient à se fonder sur les résultats émanant de la recherche pour non seulement une plus grande objectivité, mais aussi une plus grande légitimité.

This *PRIO Paper* is also available in English: 'The Social Bond, Conflict and Violence in Haiti' (ISBN: 978-82-7288-456-6)